

UNIVERSITE DE SAVOIE

LEA Langues Etrangères Appliquées

MASTER 2 : Négociation Interculturelle



DEVELOPPEMENT STRATEGIQUE D'UNE ONG AUTOUR D'UN
PROJET HUMANITAIRE ET INTERCULTUREL PAR L'ENTREMISE
DE LA COMMUNICATION

ETUDE DE CAS DE L'ONG :



ALLIANCE GLOBALE contre les MUTILATIONS GENITALES FEMININES

Présenté par :

Roth Guillaume, Agent de Communication Interculturelle de l'AG-FGM

Directeur du mémoire :

Shepherd James, Directeur du Département LEA

2011-2012

REMERCIEMENTS

Depuis mon parcours universitaire, j'ai développé un intérêt croissant pour les langues étrangères, et la rencontre de différents groupes culturels. Ce présent mémoire vient couronner des années d'études et d'expériences qui s'inscrivent dans le cadre de ma formation en Négociation Interculturelle à l'Université de Savoie. Ce document représente une grande satisfaction personnelle, et a pu être réalisé grâce à la gentillesse et la coopération de nombreux individus qui n'ont pas hésité à m'apporter un savoir-faire, un soutien et de multiples conseils.

Dans un premier temps, je voudrais exprimer mes sincères remerciements aux personnes qui m'ont offert leur assistance durant les recherches et la rédaction du mémoire. En premier lieu mon tuteur de stage, Mr. Shepherd James qui a suivi de près la structure et la cohésion de mon mémoire et qui a fait en sorte que je ne m'égare pas dans le développement de mes parties.

Un grand merci également à toute l'équipe de l'Alliance Globale contre les Mutilations génitales féminines pour toutes les sources d'informations offertes, mais principalement pour ses explications et réflexions personnelles. De ce fait, je souhaiterais citer Mme Wilson Elisabeth, Directrice des Communications et Mr Postulart Holger, Directeur Exécutif de l'ONG, qui m'ont surtout offert la possibilité de vivre une expérience hors du commun, d'un point de vue professionnel mais également humain.

Ma gratitude va aussi à Mr Ferk Rabi, Directeur Financier de l'AG-MGF, pour m'avoir généreusement donné de son temps en me faisant part de suggestions amicales et encourageantes qui ont été d'une utilité appréciable.

Je suis vraiment très reconnaissant à l'ONG qui, au-delà de s'être grandement impliquée à l'élaboration de mon mémoire, a fait en sorte que je sois au plus près des acteurs humanitaires et onusiens, me rendant compte du privilège qu'il m'était accordé de faire partie de cette chaleureuse équipe de travail.

SOMMAIRE

Choix de l'Alliance Globale contre les Mutilations génitales féminines	1
Avant-propos	2
1. INTRODUCTION DE L'ALLIANCE GLOBALE CONTRE LES MGF	5
1.1. Présentation de l'ONG Humanitaire.....	5
1.2. Membres de l'association :	5
1.3. Ambassadeurs de bonne volonté	7
1.4. Objectifs de l'Alliance Globale contre les MGF	9
1.4.1. Le portail	10
1.4.2. Une conférence nationale annuelle et tournante dans les pays concernés	10
1.4.3. Une formation adaptée pour les médecins et psychologues	11
1.4.4. Une chaire universitaire sur les MGF	11
1.4.5. Des unités mobiles de soutien psychologique, hygiène et chirurgie.....	11
2. INTRODUCTION AU STAGE ET DESCRIPTION DES TACHES EFFECTUEES	13
3. INTRODUCTION AUX MUTILATIONS GENITALES FEMININES	24
3.1. Définition.....	24
3.2. La situation des MGF dans le monde	24
3.3. Classification	25
3.4. Conséquences physiques et psychologiques.....	26
3.5. Pays concernés.....	27
3.6. Facteurs culturels, religieux et sociaux.....	28
3.7. Conventions internationales contre les MGF	30
3.8. Actions internationales	31
4. DEVELOPPEMENT D'UNE ONG : UNE RESULTANTE DE LA COMMUNICATION. 33	
4.1. Les objectifs de la communication	34
4.2. La générosité des donateurs.....	36
4.3. Les grands donateurs	37
4.4. La collecte de fonds dans une société d'information	38
4.5. Favoriser la communication pour un partenariat durable	42
4.5.1. La relation ONG / entreprises	42
4.5.2. La relation ONG / pouvoirs publics	46
4.5.3. La relation ONG / ECOSOC (Conseil Economique et Social des Nations Unies)	48
4.5.4. La relation entre associations ; ONG non-spécialisées et spécialisées	51
CONCLUSION	53
BIBLIOGRAPHIE	57

Choix de l'Alliance Globale contre les Mutilations génitales féminines

Dans le cadre de ce travail de mémoire, j'ai choisi l'Alliance Globale contre les Mutilations génitales féminines pour mettre à profit les connaissances acquises durant mon parcours universitaire, et être à même de contribuer au développement de cette jeune ONG.

Cette association lutte pour l'éradication totale des violences faites aux femmes et aux petites filles dans le monde entier. Elle a suscité chez moi un vif intérêt lorsque j'ai pris part des chiffres et des caractéristiques effarants qui entourent la pratique des MGF (Mutilations génitales féminines).

Lors de ma toute première rencontre avec les membres de l'AG-MGF, ces derniers m'ont fait part de leurs projets, de leurs structures et de leurs stratégies innovantes mises en place pour atteindre leurs objectifs dans une cause qui reste considérablement difficile à résoudre.

D'un point de vue personnel, il était primordial de trouver un stage dans lequel je mettrai en avant tout ce dont j'avais appris lors de mes précédentes formations universitaires. En effet, ce stage de fin d'étude est l'aboutissement de plusieurs années d'enseignements, et je ne voulais en aucun cas me tromper dans mon choix.

Dès la prise de connaissance du projet et des tâches qui m'allaient être confiées, j'ai répondu favorablement à leur demande car je savais que ma contribution s'avérerait importante dans l'amélioration de la visibilité et du financement de l'ONG. Plus tard dans le mémoire, je consacrerai une partie plus générale qui traitera des missions confiées durant la période de stage.

Un autre aspect a conforté ma volonté de contribuer à ce projet, celui de l'interculturalité, qui rallie au plus près les connaissances acquises lors de ma dernière année à l'Université et qui, par conséquent, conforte singulièrement ce dont j'envisage de faire dans ma future carrière professionnelle.

Avant-propos

L'Humanitaire est devenu un des acteurs importants des relations internationales. Depuis quelques années, l'accélération de la mondialisation et la dégradation relative du pouvoir de l'Etat expliquent une montée en puissance des acteurs humanitaires, en particulier les associations caritatives et les Organisations non-gouvernementales.

Désormais, l'Humanitaire est conscient de sa responsabilité vis-à-vis du public et devient indéniablement un acteur incontournable dans la résolution des conflits et des situations de crises. En effet, les ONG interviennent aux quatre coins du monde et sont relativement prises au sérieux par les institutions, du fait qu'elles soient basées sur le terrain et qu'elles peuvent ainsi rendre compte des résultats ou des informations locales. Les ONG sont des organisations qui, aujourd'hui, s'insèrent parfaitement dans le registre d'institution visant à établir un état de paix.

De ce fait, les ONG jouent un rôle majeur sur la scène publique par la variété des causes humanitaires qu'elles défendent, leurs modes d'action mis en place, et leurs nombreux adhérents jouant un rôle de premier plan. Elles présentent des méthodes originales de communication pour mobiliser des citoyens, les propulsant souvent à la table des négociations d'accords internationaux, et deviennent des partenaires majeurs pour des entreprises.

La place des ONG dans notre environnement international est donc de plus en plus grande et doit son évolution à travers l'utilisation d'outils de communication. En d'autres termes, nous remarquons qu'elles se professionnalisent, se concentrant de plus en plus sur le fundraising ou collecte de fond, une activité indispensable pour la survie d'une ONG.

De plus, lorsque nous parlons d'une ONG, on sous-entend bien évidemment la notion d'interculturalité. Sa prise en compte est essentielle, car si elle est mal gérée, les tensions et frustrations qu'elle suscite, pourraient conduire à l'intolérance, au repli identitaire ou communautaire, au racisme, ou plus généralement à ce qu'on appelle « l'ethnocentrisme ».

Dans l'actualité mondiale, l'interculturalité reste pour les ONG un élément essentiel qu'il ne faut pas sous-estimer pour ne pas rompre un lien de confiance existant avec diverses communautés, et ainsi progresser dans l'élaboration des projets de lutte humanitaire.

Néanmoins, cette démarche entraîne des conséquences encouragées par certains mais critiquées par d'autres. Or, nous constatons que l'éthique des ONG a subi de profonds changements ces dernières années. Les principes de rentabilités et d'efficacités semblent primer sur ceux de la solidarité et de la charité, qui doit-on le rappeler sont les principes fondateurs de l'humanitaires.

A travers ce mémoire et en prenant principalement appui sur l'exemple de l'Alliance Globale contre les Mutilations génitales féminines (AG-MGF), il sera question d'analyser les difficultés auxquelles les ONG humanitaires doivent faire face pour continuer à se développer et accroître leur visibilité, principalement via une campagne de sensibilisation et de collecte de fonds, par l'entremise de la communication. Ce travail se construit autour de plusieurs chapitres qui abordent l'ensemble des questions et réflexions entourant les stratégies de développement des Organisation non-gouvernementales.

Dans une première partie, nous présenterons sommairement la structure, les projets et les caractéristiques de l'Alliance Globale contre les Mutilations génitales féminines. Ensuite, nous nous intéresserons aux pratiques de mutilations, aux différents types d'excisions, avec une approche sociologique qui permettra de comprendre les causes et les conséquences de ce fléau, qui touche plus de 3 millions de personnes.

Dans une seconde partie, nous tenterons de comprendre comment une organisation peut devenir visible à l'échelle internationale, en présentant la visibilité comme une résultante de la communication. De ce fait, nous présenterons plusieurs formes et moyens de communications permettant d'atteindre une visibilité efficace.

Dans une troisième partie, nous nous concentrerons sur les différentes méthodes de financement nécessaires pour lancer un programme humanitaire. Nous mettrons en avant les types de stratégies de financement; en commençant par les fonds propres, puis par la recherche de donateurs susceptibles de collaborer avec une ONG, et enfin, nous aurons l'occasion de découvrir les partenariats existants entre les ONG, les entreprises et les Etats ; une « nouvelle donne » qui exige de nouvelles approches et outils de management.

En conséquence, l'élaboration de ce plan nous permet de répondre à la problématique suivante :

Le développement stratégique d'une ONG autour d'un projet humanitaire et interculturel par l'entremise de la communication: étude de cas de l'Alliance Globale contre les Mutilations génitales féminines.

1. INTRODUCTION DE L'ALLIANCE GLOBALE CONTRE LES MGF

1.1. Présentation de l'ONG Humanitaire

L'Alliance Globale contre les Mutilations génitales féminines (AG-MGF) est une initiative canadienne, allemande, française et libanaise basée en France et en Suisse et créée en 2010. L'AG-MGF est une organisation à but non lucratif. Elle a pour objectif, par l'entremise de stratégies de communication innovantes de fédérer toutes les ONG, associations, structures et programmes des Nations Unies actifs sur le terrain dans l'éradication des MGF. En effet, elle tente de fédérer 25 années d'expertise africaine et européenne dans l'éradication des mutilations génitales féminines afin d'accélérer l'abandon de ces pratiques.

L'Alliance Globale contre les MGF travaille en complémentarité avec l'OMS, les agences et programmes des Nations Unies, la société civile, les donateurs et enfin, les gouvernements.

1.2. Membres de l'association :

L'ONG a le privilège de compter dans ses rangs des personnalités expérimentées, avec des nationalités différentes, ayant fait leurs preuves dans diverses activités professionnelles. Grâce à leur professionnalisme et leur efficacité à s'impliquer activement dans des causes, les membres de l'ONG ont le privilège d'avoir acquis une certaine forme de respect dans le milieu humanitaire en termes de répercussion et de crédibilité.

En annexe, il est possible de feuilleter quelques lettres de soutien transmises par certains membres de l'ONG, ainsi que lire certains articles relatant les faits importants de ces personnalités, qui aujourd'hui font le bonheur de l'Alliance Globale.

Voici une liste relativement exhaustive qui apporte des informations clefs sur les personnalités collaborant avec l'AG-MGF.

-Paul Gérin-Lajoie – Président d'honneur

Premier Président de l'Agence Canadienne de Développement International ACDI
Avocat et philanthrope canadien
Ancien Premier Ministre de l'Éducation du Québec
Grand Officier de l'Ordre National du Québec

Chevalier d'Ordre de la Légion d'Honneur.
Fondateur de Paul Gérin-Lajoie Foundation

-Arnauld Wilson - Président

Ex-Coordinateur de l'OMS de la seconde subdivision régionale (AFRO)
Ingénieur de Santé Publique Française et Haïtienne.
Pionnier durant la mission Congo-belge de l'OMS
30 ans d'expérience en Afrique
Membre de l'Association des anciens membres de l'Organisation Mondiale de la santé.

-Holger Postulart – Directeur Exécutif

Co-fondateur de l'Alliance Globale contre les Mutilations génitales féminines
Consultant allemand spécialisé dans l'éducation et le management
Travaille actuellement au sein de l'OMS, Genève
Co-fondateur et Partner de Language & Skills

-Elisabeth Wilson - Director of Communication

Ex membre de Presse accrédité aux Nations Unies, New-York.
Journaliste et attachée de presse canadienne et haïtienne
Ancienne journaliste de télévision et de radio, Canada
Ex –Animatrice de l'émission Planète ONU, basée aux Palais des Nations, Genève
Consultante spécialisée dans l'actualité humanitaire

-Rabi Ferk - Directeur de Stratégie et de Finance

Ingénieur et Expert en logistique Libanais et Français
Consultant pour les Agences Onusiennes, principalement l'OMS, spécialisé dans
l'Organisation et le budget des conférences internationales
Manager de Projet and Spécialiste en Fundraising

-Dr Astrid Stückelberger - Secrétaire Général adjointe

Institute de Médecine sociale et Prévention, Université de Genève
Nominée dans le *“Forum 100”*, sélectionnée parmi les 100 personnalités de Suisse Romande

-Marie-Andrée Tissot - Secrétaire Générale

Coordinatrice & Consultante pour EuroIndia Centre,
Promotion de la coopération entre Europ et villes indiennes
Membre du Forum Economique Mondiale
Spécialiste dans l'organisation de multiples événements en Europe, Asie, Amérique Latine,
Moyen-Orient

-Régis Kronenberg - Trésorier

Ancien Manager des services de voitures de location, Aéroport de Genève
Spécialiste Français en Administration et Budget.

1.3. Ambassadeurs de bonne volonté

Les Ambassadeurs de bonne volonté sont des personnalités célèbres qui mettent leur renommée et leur charisme au service des idéaux d'une ONG. Ces personnes donnent une résonance particulière aux tâches et aux missions acceptées. Ils se sont engagés et ont généreusement accepté d'utiliser leur talent et leur reconnaissance internationale, pour sensibiliser l'opinion mondiale.

L'Alliance Globale contre les Mutilations génitales féminines est la seule ONG luttant contre les mutilations sexuelles ayant deux Ambassadeurs de bonne volonté : une femme et un homme.

Par leur expérience et leur engagement humanitaire, ils apportent une contribution très importante à la diffusion des objectifs de l'AG-MGF. Ces deux ambassadeurs de bonne volonté se nomment Christine de Saint Genois de Grand Breucq et Jasper van't Hof.

- **La Commandante Christine de Saint Genois de Grand Breucq**

La Commandante Christine Hélène de Saint Genois de Grand Breucq est une pionnière de l'aviation de ligne. À son actif, elle totalise près de quarante années de pilotage dans le transport aérien. Elle a été notamment la première femme au monde à piloter des compagnies aériennes telles qu'Aéroamerica, Airtrans, et l'une des premières sur UPS (Basée au Pakistan, Arabie Saoudite, Egypte, Soudan) et surtout en fin de carrière, elle eut la possibilité de piloter des Boeing United Airlines.

Titulaire d'un doctorat en droit américain, d'un master de sciences aéronautiques, Christine est également polyglotte puisqu'elle parle cinq langues. Son père étant invalide de

guerre, cette aviatrice dut lutter pour assurer sa formation dans des conditions financières très limitées. Christine a commencé à piloter dans les années 60 alors que les femmes pilotes n'étaient pas reconnues et intégrées dans les compagnies aériennes.

Première femme au monde à avoir pris les commandes du célèbre « Boeing 707 » en 1978, elle pilotera également les autres appareils de ce constructeur : les Boeing 727, 737, 747 (Jumbo) et le 777.

Christine de Saint Genois a été la quatrième « commandante de bord » à être parvenue à cette fonction aux USA. Depuis, son nom est gravé devant le musée de l'air de Seattle, sur un mur de pierre honorant les premiers pilotes de ligne dits « remarquables ».

Femme d'exception, elle a été honorée par deux fois « femme de l'année ». Au cours de sa jeunesse, elle avait déjà reçu la « bourse de la vocation » attribuée par M. Bleustein-Blanchet et a eu pour marraine, la célèbre Mme Jacqueline Auriol.

Militante pour la cause des femmes

Christine de Saint Genois estime de son devoir de militer pour la cause des femmes. À ce titre, elle est représentante à l'ONU depuis 2007 et à New-York pour la Commission du Statut des droits de la femme, la « Commission on the Status of Women ». Elle participe aussi à la défense des droits humains et de l'enfance au sein de l'ONU à Genève. Ambassadrice au « Global Summit of Women » (le forum mondial économique des femmes) à Berlin en 2007, elle le sera en Chine en mai 2010 pour leur vingtième anniversaire. À ce jour, elle préside la « Coordination Européenne des Femmes Pilotes de Ligne » dont elle est la fondatrice.

Le 30 novembre 2009, elle a reçu les Insignes de Chevalier de la Légion d'Honneur à l'Elysée pour les services éminents effectués au cours de sa carrière exceptionnelle, ainsi que pour sa contribution à la cause aéronautique et à celle des femmes dans le monde.

Ambassadrice pour l'Alliance Globale contre les MGF

Participant à la Commission du Statut des droits de la femme 2010 à New York, elle rencontre Elisabeth Wilson et accepte immédiatement de prendre le rôle d'ambassadrice pour la jeune organisation. En mars 2011, elle se fait entendre dans un entretien pour la radio des Nations Unis, et annonce son engagement pour l'Alliance Globale.

- **Jasper van't Hof, Pionnier en musique électronique dès les années 70**

En 1974, Van 't Hof a fondé le groupe *Pork Pie* avec Philip Catherine (guitare), Charlie Mariano (saxophone), Aldo Romano (batterie), et Jean-François Jenny-Clark (contrebasse).

Jasper van't Hof influença le cours de la musique des seventies en un temps de carrière aussi fulgurant qu'intense. *Transitoire* est le 1er album avec *Pork Pie* qui reflète la maîtrise comme l'ouverture d'esprit de Jasper, à l'âge de 27 ans à peine, il faisait tomber toutes les cloisons entre free-jazz et rock psychédélique, ficelant ses compositions de signatures rythmiques complexes.

En 1984, il fonda le groupe "Pili Pili", une formation afro-européenne qui eut du succès dès le premier album. Le titre "Pili Pili" (qui a donné le nom au groupe) est devenu une légende et a gagné le statut d'album culte. Parmi les musiciens européens et africains auxquels Jasper a donné la possibilité de débiter, on retrouve des noms comme Kady Diarra et Angélique Kidjo. Plus de trente années de tours et de concerts témoignent du succès permanent du musicien de jazz hollandais et de son groupe "Pili Pili".

Nouveau album - nouveau projet humanitaire

En mars 2010, sort "Ukuba Noma Unkungabi", l'album tout récent de "Pili Pili". Quelques temps après, Jasper van't Hof est contacté par Holger Postulat et accepte immédiatement le rôle d'ambassadeur pour l'Alliance Globale contre les MGF. Mieux encore, il offre une chanson libre de droits, "Jinga Horonja" de l'album "Ballads of Timbuktu" qui traite des mutilations génitales féminines. Depuis la première rencontre, Jasper van't Hof s'est activement impliqué dans son nouveau rôle qu'il manifestera avec une série de concerts de bienfaisance. Le premier concert a donc eu lieu dans le Pays de Gex où il rencontra Christine de Saint Genois de Grand Breucq, pour continuer ce travail d'égérie avec elle.

1.4. Objectifs de l'Alliance Globale contre les MGF

L'Association propose de réaliser des objectifs de la manière qui lui semble la mieux adaptée et notamment de manière non exhaustive.

Grâce à une étude de cas basée sur le modèle d'éradication africain, l'AG-MGF a identifié six stratégies qui, adéquatement soutenues pourront d'une part, augmenter la visibilité des MGF et leurs aspects nocifs et d'autre part, accélérer la communication entre les différents acteurs humanitaires susceptibles d'éradiquer ce fléau.

1.1 Le portail

Le portail, le premier du genre est destiné à être le premier centre d'information des MGF dans le monde. Il a pour but de diffuser à large échelle le modèle africain d'éradication des MGF, mais également de rendre public d'autres rites portant atteinte à l'intégrité physique et morale des personnes qui les subissent, comme les doublons, bandage des pieds en Chine, totalement éradiqué). Le portail est donc une plateforme globale de communication entre les peuples mais également un outil de communication en constante mutation.

De ce fait, il est destiné à fédérer toutes les ONG et organisations qui agissent dans l'éradication des MGF, quelle que soit leur taille. Toutes les structures pourront publier leurs observations, études, analyses, projets et rendre disponible leurs résultats sans compétition. Le but étant de voir à l'échelle globale où se trouvent les failles, les zones moins desservies, trop desservies ou pas du tout desservies par les ONG sur le terrain. Les petites structures n'ayant pas les moyens de faire de la communication pourront gratuitement se faire connaître et diffuser leurs projets auprès de leurs pairs. Le portail de l'Alliance globale une fois adéquatement financé et programmé, pourra implanter un système de veille et de localisation et ainsi permettre aux donateurs de voir en temps réel l'évolution des projets qu'ils financent.

Les ONG, les universités, les ministères de la santé et de l'éducation, les gouvernements, les agences spécialisées des Nations Unies et ses programmes communs, les pays donateurs, les commanditaires et ONU-Femmes sont concernés par cet innovant projet.

Pour conclure, la finalité du portail est de créer une cartographie de la situation des MGF dans le monde et de présenter une photographie en temps réel des acteurs agissant sur le terrain : qui, fait, quoi, où, comment et avec quels moyens ?

2.1 Une conférence nationale annuelle et tournante dans les pays concernés

La question des MGF souffre d'un manque chronique de communication inter-pays, inter-ministères de la santé et de l'éducation. Une conférence réunissant les plus grands experts sur la question, ONG, gouvernements, Nations Unies et donateurs commencerait à Genève, capitale de l'humanitaire. Ensuite, la séquence serait la suivante : une conférence aurait lieu en Afrique, la zone du monde la plus touchée par les MGF.

Ces conférences pourront apporter à l'Assemblée Générale annuelle de l'Organisation mondiale de la santé, des résultats consensuels et culturellement adaptés à chaque pays

concerné et ainsi accélérer la mise sur pied et le vote de la première convention internationale sur l'abandon total des MGF.

Cette conférence annuelle fournira étape par étape les assises pour bâtir chaque année une campagne mondiale de sensibilisation sur le rôle clef des hommes au sujet de l'éradication des MGF.

3.1 Une formation adaptée pour les médecins et psychologues

Les MGF sont les parents pauvres de la santé publique à l'échelle mondiale. Elles ne sont pas une pandémie comme le virus du H1N1 ou la grippe aviaire. Les migrations ont pourtant rendu ce phénomène global, en Europe, en Asie, en Amérique latine, aux Etats-Unis, au Canada, en Australie et au Japon.

Comme il s'agit de violences structurelles et traditionnelles, le seul aspect physique de reconstruction des femmes ne peut pas être suffisant. L'éradication de traditions violentes nuisibles à la santé des femmes requièrent une collaboration transdisciplinaire pour en accélérer l'abandon. Les disciplines concernées ou une formation adaptée serait souhaitable dans les pays touchés, comme dans les pays de grandes migrations. Les secteurs de gynécologie, d'obstétrique, de nymphoplastie, de pédiatrie, de médecine, de psychologie, de psychiatrie, d'anthropologie sont les principaux concernés par ce projet.

4.1 Une chaire universitaire sur les MGF

Ce travail transdisciplinaire permettra de jeter les bases de la toute première chaire universitaire sur les MGF et autres violences traditionnelles. Une telle chaire gagnerait à être mise sur pied par les grandes universités africaines engagées dans l'éducation du personnel médical et dans l'abandon des MGF comme l'Université Al Ahzhar en Egypte et l'université de Genève qui détient tous les leviers humanitaires et politiques pour sensibiliser cette cause par l'entremise des conférences internationales.

Cette chaire pourrait être sponsorisée par un donateur privé soit des émirats ou de l'Arabie Saoudite pour augmenter le prestige de ces pays dans cette noble cause et contribuer à construire une image plus positive du monde islamique.

5.1 Des unités mobiles de soutien psychologique, hygiène et chirurgie

Ces unités mobiles de reconstruction auront pour fonction de répondre aux urgences sanitaires des régions éloignées, tout en offrant des soins dans des conditions optimales et de qualité. Ces unités mobiles ne feront pas l'objet d'une communication, mais devront plutôt

agir par l'entremise du bouche à oreilles pour la protection, le recensement et le suivi psychologique des patientes.

Le projet d'un hôpital phare spécialisé dans les MGF pourra être proposé aux donateurs ou sponsors de la chaire universitaire à plus long terme. Par ailleurs, l'architecte du Futuroscope de Poitiers, M. Denis Laming a offert de faire gracieusement les plans de ce qu'il a lui même appelé : « les Hôpitaux de reconstruction du corps et de l'âme ».

2. INTRODUCTION AU STAGE ET DESCRIPTION DES TACHES EFFECTUEES

L'Alliance Globale contre les Mutilations génitales féminines est donc une ONG parapluie qui visera à devenir le premier porte-voix officiel de toutes les actions (connues et moins connues) menées sur le terrain et dans les sphères diplomatiques pour arriver à l'éradication totale de cette pratique traditionnelle.

L'ONG est basée à Genève en plein cœur du campus des Nations Unies, une localisation prépondérante qui facilite le bon déroulement d'activités humanitaires. Depuis le début des années 1990, les organisations non gouvernementales occupent une place importante dans le déroulement des négociations multilatérales. Genève est une ville clé pour les ONG, de par la présence sur son sol du siège européen des Nations unies. Pour la majorité d'entre elles, leur présence à « Genève » est le corollaire direct de la présence du système des Nations unies.

En résumé, les principaux avantages d'une localisation d'ONG à Genève résultent d'une part de la présence de l'ONU, des OI et des missions diplomatiques. D'autre part, la bonne réputation de la ville à l'étranger, la neutralité et l'absence d'un véritable passé colonial, la situation géographique de la Cité de Calvin au centre de l'Europe et la présence d'un aéroport sont d'autres facteurs qui renforcent l'image favorable de la ville. De même, la bonne qualité de vie qui rend la région attractive pour les collaborateurs venant de l'étranger, ainsi que l'adhésion récente de la Suisse à l'ONU en tant que membre à part entière constituent des avantages supplémentaires.

Ce stage de plusieurs mois a contribué à renforcer le caractère multiculturel, multiethnique et multinational que je souhaitais acquérir. Ma participation aux différents projets mis en place était en lien avec l'énoncé du stage demandé, il existait un rapport direct avec les critères exigés par mon université.

Pour preuve, en tant qu'étudiant en Négociation interculturelle, je possédais le statut d'agent interculturel au sein de l'organisation et agissais le plus souvent en tant que bras droit de ma directrice des communications.

Plus tard dans ce mémoire, je ferais précisément part des différentes tâches effectuées lors de mon séjour à l'AG-MGF et de tout ce dont j'ai appris en vue de mon futur choix professionnel.

L'enjeu de toute négociation est de comprendre, de se faire comprendre, et d'arriver à un accord acté qui présente des avantages pour les deux parties contractantes. La définition officielle de la négociation interculturelle affirme qu'elle se spécifie par la différence du cadre de référence.

D'un point de vue multiculturel, ce stage est en lien avec les pays du monde entier, l'ONG est en constante relation avec de nombreuses communautés internationales et missions permanentes étrangères. Une approche approfondie doit donc être élaborée pour mener à bien des projets de négociations, nous en parlerons dans la deuxième partie du mémoire.

D'un point de vue multinational, l'ONG a pour mission de contacter des susceptibles donateurs ou sponsors pour financer les projets menant à l'éradication des MGF.

Et pour finir, l'AG-MGF a un caractère multiethnique qui fédère et anime les relations internationales pour un objectif commun.

Les membres de l'association ont chacun un passé et des origines différentes, et collaborent professionnellement, ce qui renforce l'aspect multiethnique du projet et de la cause humanitaire.

Description des tâches effectuées durant le stage

Durant ce stage, j'ai eu l'opportunité d'être en relation avec plusieurs branches d'activités qui m'ont permis de mettre en avant mes compétences acquises tout au long de mon parcours universitaire, mais également de discerner et d'élargir mes connaissances concernant l'élaboration de stratégies de communication et de financement.

Dans cette partie de mon mémoire, je développerai succinctement et dans un premier temps les différentes tâches confiées et leurs approches pour parvenir à un résultat positif, mais également les difficultés que j'ai rencontrées en insistant sur les acquis professionnels qui pourraient conforter ou pas mon choix de carrière.

Au sein de l'Alliance Globale contre les Mutilations génitales féminines, il m'a été attribué dès le premier jour, la fonction d'agent de communication interculturelle, un rôle qui devait me permettre de mettre à profit les thèmes étudiés lors de mon dernier semestre à l'Université de Savoie.

En effet, l'équipe de l'AG-MGF s'était rassemblée pour trouver les différents travaux qui seraient susceptibles de m'intéresser et de faire progresser l'Organisation dans la lutte contre les MGF, en respectant au maximum, les critères encadrant mon suivi universitaire.

De ce fait, une liste assez exhaustive récapitulant les différentes tâches que je devais effectuer a été rédigée par les membres de l'ONG. Mes missions étaient le plus souvent en relation avec ma directrice des communications, Mme Wilson Elisabeth. En particulier, je devais l'assister dans les tâches quotidiennes de communication, de secrétariat, en assurant la permanence au bureau de l'ONG lorsque Mme Wilson s'absentait pour diverses réunions. De plus, j'étais chargé de contribuer au développement des alliances stratégiques et de la mise en place de campagnes de sensibilisation. Par ailleurs, j'avais un rôle de soutien logistique dans la planification des conférences et d'autres activités périphériques et j'avais le privilège de préparer ou de participer aux réunions diplomatiques à titre de secrétaire de conférence ou de rapporteur de conférence en rendant officiellement des procès verbaux.

Mon stage s'articulait donc autour de plusieurs secteurs professionnels. Outre la communication interculturelle, j'ai eu l'occasion à plusieurs reprises de collaborer avec le directeur exécutif de l'ONG, Mr Postulat Holger. En effet, je participais à la fois à la préparation, l'organisation et la logistique de plusieurs événements culturels et caritatifs dirigés par mon Directeur exécutif. Il était également question de réaliser des campagnes téléphoniques, et démarchages directs. D'un point de vue personnel, les rencontres avec des membres permanents des consulats et missions étrangères, ainsi que ma présence lors de quelques conférences onusiennes organisées au sein des Palais des Nations de Genève m'ont permis de partager et de comprendre de plus près les aspects spécifiques entourant la vie d'une agence institutionnelle.

L'équipe de l'AG-MGF avait donc pour objectif de m'initier aux activités des différentes institutions onusiennes, en incluant les tâches professionnelles étudiées à l'université, dans l'optique de contribuer à l'évolution de l'ONG.

Dès lors dans ce travail de mémoire, je vais présenter succinctement les principales activités auxquelles j'ai participées, en mettant en avant ce que j'ai retenu et les obstacles rencontrés qui ont pu freiner mes travaux.

Le concert de bienfaisance

Voici donc un récapitulatif de ce qui s'est passé avant, pendant et après le concert de bienfaisance organisé à la salle des Fêtes Pierre-Jacques de Versonnex, le samedi 9 avril 2011, avec la présence exceptionnelle d'un grand virtuose de Jazz, ambassadeur de bonne volonté de notre cause, Jasper van't Hof.

L'organisation d'un événement caritatif sous entend des étapes qu'il faut parfaitement respecter pour que le résultat final soit conforme aux attentes fixées.

Quelques semaines auparavant, l'équipe de l'Alliance Globale contre les Mutilations génitales féminines s'était donc mise au travail dans la préparation de l'événement, et chacun avait un rôle important à jouer avec des missions bien distinctes à accomplir.

Pour ma part, j'étais chargé de médiatiser le concert de bienfaisance, de faire appel aux médias locaux et autres (quotidiens, journalistes, radios...), de rendre des communiqués de presse et de rencontrer un grand nombre de personnalités qui pourraient prendre part à notre cause et contribuer à rendre populaire notre événement caritatif du 9 avril. D'autre part, en tant qu'agent de communication interculturelle de l'ONG, j'avais comme fonction d'assister la directrice des communications dans les tâches quotidiennes de communication mais également d'épauler mon directeur exécutif dans la préparation et l'organisation de l'événement caritatif. Ce dernier, en plus des principales fonctions confiées à un directeur exécutif, travaillait étroitement avec chaque membre de l'AG-MGF pour suivre au plus près l'évolution de chacun.

Rabi Ferk, le directeur financier supervisait la gestion financière de l'association et du concert de bienfaisance. Il rendait compte de la situation financière auprès du directeur exécutif.

Ce même jour, Diane Walsh, une journaliste investigatrice venue directement des Etats-Unis pour couvrir le concert de bienfaisance, a pris part à notre projet et nous a volontairement accompagnée dans les derniers préparatifs précédant l'événement.

Le jour du concert :

Ce samedi 9 avril, Jasper van't Hof a donné deux concerts dans la salle de Versonnex : le premier a eu lieu à 15h, il a joué du piano et était accompagné au chant par des enfants de l'école du village. Le second vers 20h, Jasper a fait une performance solo au piano durant une heure et demie, avec entracte.

Durant la soirée, le concert de piano de Jasper van't Hof a rassemblé des participants venant de toutes les communes du Pays de Gex, de Haute-Savoie et de Genève. Une centaine de personnes de toutes les nationalités ont participé à cet événement à la fois culturel et caritatif.

Par ailleurs, des représentants du système des Nations Unies à Genève ont tenu à être présents au concert de bienfaisance. Notamment Monsieur Ricardo Espinosa, responsable des relations avec les organisations non gouvernementales ainsi que Madame Alanna Armitage, directrice du Bureau du Fonds des Nations Unies pour la Population, ont fait partie des invités. Cette dernière, nous a gratifiés d'un discours d'encouragement et de remerciement juste avant le début du concert.

Cette soirée fût un véritable succès, le concert a formidablement répondu à nos attentes, des morceaux émouvants et joués magistralement par un talentueux artiste ont suscité l'intérêt de l'audience. Après le concert, un grand nombre de personnes sont restées sur place pour en savoir plus sur la cause des MGF. Dès lors, nous avons remarqué que le message que nous voulions transmettre aux invités était bel et bien passé.

Les retombées du concert :

Les jours qui ont suivi le concert ont montré l'intérêt que portaient les différents médias locaux. Ces derniers ont rédigé des articles traitant du concert caritatif de Jasper et ont mis en avant l'intérêt du village de Versonnex pour les causes humanitaires. L'Alliance Globale contre les MGF et son tout premier objectif, celui de sensibiliser tout un chacun aux mutilations sexuelles dans le monde entier a bien évidemment été abordée dans ces rubriques de presses.

D'un point de vue personnel, l'organisation de ce type d'évènement caritatif, avec la présence d'un artiste relativement connu, m'a fait prendre conscience des difficultés et des imprévus auxquels nous devons faire face, mais a néanmoins suscité une véritable curiosité dans l'approche organisationnelle et interculturelle de ce type de concert où des communautés étrangères étaient conviées.

Traduction et Communiqué de presse

Le but de la traduction est d'établir une équivalence entre le texte de la langue source et celui de la langue cible (c'est-à-dire faire en sorte que les deux textes signifient la même chose), tout en tenant compte d'un certain nombre de contraintes (contexte, grammaire, etc.), afin de le rendre compréhensible pour des personnes n'ayant pas de connaissance de la langue source et n'ayant pas la même culture ou le même bagage de connaissances.

Une difficulté bien connue des traducteurs est le fait que le texte à traduire est parfois déjà une traduction, pas nécessairement fidèle, et qu'il faut, dans la mesure du possible, essayer de la dépasser pour remonter à l'original.

Mon travail de traduction se rapportait le plus souvent à des communiqués de presse que l'ONG distribuait à plusieurs médias et avait pour but de présenter les points clefs de l'Organisation, mais également de présenter les moments forts du concert de bienfaisance. Les problèmes rencontrés faisaient principalement référence à un type de vocabulaire spécifique aux Nations Unies qu'il fallait absolument respecter. Par ailleurs, une autre difficulté rencontrée concernait des erreurs effectuées, qui pour ma part ne me paraissaient pas conséquents, mais après explications de mes responsables de stage, je me suis rendu compte qu'un léger contresens dans un tel contexte pouvait avoir des répercussions négatives très importantes.

D'un point de vue personnel, la traduction de document officiel en relation avec le monde onusien est un exercice que j'apprécie tout particulièrement, ayant dans mes premières années universitaires effectué de nombreuses traductions liées au monde des entreprises internationales, être en contact cette fois-ci avec une association humanitaire soutenue par une agence onusienne est un nouveau défi dans lequel je peux m'épanouir. En effet, je découvre de nouveaux termes, de nouvelles expressions spécifiques au monde humanitaire qui élargissent mon vocabulaire anglophone.

En collaboration avec Elisabeth Wilson, plusieurs tentatives m'ont été nécessaires pour finalement rendre un travail de qualité. La difficulté principale pour ces types de traductions relève de l'importance du véritable sens de la phrase que l'on souhaite apporter.

En effet, dans la version anglaise, nos phrases doivent être plus courtes car dans le cas contraire, le lecteur risque de se perdre très facilement.

Pour parfaire mon travail de traduction, l'équipe de l'AG-MGF a organisé une rencontre avec une traductrice professionnelle, qui collabore avec les Nations Unies à Genève. Elle m'a fait part de son expérience, des exercices quotidiens qu'elle effectuait pour continuer à être productive dans ses traductions. J'ai ainsi pu comprendre les spécificités qui se rattachaient au domaine de la traduction.

Mapping Tool

Le Mapping Tool, un travail sur lequel je me suis principalement concentré durant mes 4 mois de stage, m'a permis d'accroître mes connaissances concernant les MGF, mais également l'étude anthropologique et sociologique entourant le continent africain. Le Mapping Tool est donc un outil qui réunit géographiquement des informations précises à grande échelle relatif aux ONG ou autres associations humanitaires luttant contre les MGF.

La difficulté de ce travail résulte du fait qu'il existe un grand nombre d'ONG en Afrique et partout dans le monde, traitant des MGF, ainsi les informations données sont quelques fois erronées ou non actualisées. Un des problèmes auquel je devais faire face concernait la visibilité de plusieurs associations et ONG. En effet, certaines sont plus ou moins connues et possèdent un site internet assez complet, ce qui facilitait mes recherches pour obtenir de précis renseignements. A l'inverse, du fait que beaucoup d'ONG travaillent de manière indépendante, je rencontrais certaines associations présentant seulement un blog avec très peu d'information. De ce fait, il fallait intensifier mes recherches et me diriger sur des articles, témoignages, documents officiels, que je trouvais sur la toile. Aujourd'hui, je suis en mesure de présenter des caractéristiques bien plus précises au sujet des MGF grâce à l'élaboration de ce travail.

D'un point de vue interculturel, ce travail de recherche sur les ONG traitant des MGF m'a permis d'être en constante relation avec les missions permanentes des Nations Unies : en effet, par cette démarche je pouvais obtenir de plus amples informations sur le nom et l'emplacement d'associations humanitaires basées dans tel ou tel pays. De plus, une autre stratégie m'était venue à l'esprit pour trouver le plus possible d'ONG, celle de contacter

directement d'autres ONG qui seraient susceptibles de m'informer sur l'existence d'autres associations.

Rapporteur de conférence

Le procès verbal, ou rapporteur de conférence est un travail relativement difficile qui rallie une concentration optimale, ainsi qu'une efficacité exemplaire. Plusieurs tentatives m'ont été utiles pour rendre un procès verbal relativement correct et qui respecte les codes d'un tel exercice.

Ma première tentative fut plus que lamentable, car je n'ai tout simplement pas respecté les codes de ce travail, ne voyant pas l'intérêt d'effectuer parfaitement un procès verbal. Un relâchement qui m'a valu une critique de la part des mes responsables de stage qui ne comprenaient pas un tel comportement laxiste. Bien évidemment, je me suis sentis plutôt frustré, sachant que je valais beaucoup mieux que ça et que sur un malentendu, je risquais de compromettre mon implication au sein de l'ONG. Dès le lendemain, je me suis motivé pour refaire de A à Z cet exercice de procès verbal, ayant la certitude que j'allais rendre un travail plus que correcte.

Le discours donné par ma directrice de communication m'a fait comprendre l'importance de toujours rendre un travail parfait, qu'il fallait mieux rendre moins de travaux mais faire en sorte que ces derniers soient parfaits. D'un point de vue personnel, c'est probablement ce dont j'ai le plus appris à travers ces 4 mois passés au sein de cette ONG. La rigueur, le professionnalisme du travail bien fait, une fois présent, renforcent votre estime de soi et vous incite à poursuivre vos efforts.

En particulierité dans le domaine de communication où aucunes fausses notes ne doivent être commises, la perfection doit au minimum être frôlée pour rendre un travail de qualité. Cette petite échauffourée a donc été utile et m'a fait comprendre qu'il ne faut rien sous-estimer, ne rien prendre à la légère dans la vie professionnelle comme dans la vie de tous les jours.

La 63ème Assemblée Mondiale sur la Santé

En marge de cette conférence annuelle, j'avais rendez-vous le lundi matin au secteur sécurité de l'OMS à Genève pour obtenir mon laissez-passer afin de pouvoir assister à la 64ème session de l'assemblée mondiale de la santé qui avait lieu aux Palais des Nations Unies. L'occasion de voir de plus près le monde onusien et son impressionnant édifice. Ce fût une journée particulièrement exceptionnelle car au-delà de mon impression générale du

système de travail au palais, j'ai rencontré pour la première fois notre ambassadeur de bonne volonté Christine de Saint Genois de Grand Breucq. En effet, elle s'était déplacée dans la région gessienne pour pouvoir remercier en personne les enfants de l'école primaire de Versonnex qui avaient chantés lors du concert de bienfaisance de Jasper van't Hof en avril dernier.

Lors de cette journée, je me suis relativement senti privilégié de pouvoir assister à ces nombreuses conférences où divers sujets sur la santé étaient abordés par des délégations venues du monde entier. Les principaux membres de l'Alliance Globale contre les MGF étaient présents, et m'ont accompagné et informés tout au long de la journée. J'ai beaucoup appris sur l'histoire et l'aménagement de ce merveilleux symbole de paix qu'est le Palais des Nations, mais j'ai surtout adoré cette atmosphère paisible et sereine qui règne au sein de toutes assemblées. Une ambiance qui confirme mon souhait de vouloir travailler par la suite dans une agence onusienne.

L'aspect qui m'a le plus séduit durant cette 64ème session de l'assemblée mondiale de la santé a été la richesse culturelle qui dégage du palais de part la structure du bâtiment mais surtout par la présence de toutes ces délégations étrangères partageant la même cause et le même souhait, celui de faire avancer les progrès sanitaires dans les régions du monde touchées par divers fléaux.

J'ai pu assister à une assemblée qui traitait des questions techniques et sanitaires de plusieurs situations dont faisait partie les mutilations génitales féminines. Lors de cette assemblée, j'ai remarqué attentivement les spécificités de chaque poste, le rôle de chacun pour faire de cette réunion un succès. Ce qui m'a le plus frappé a été le travail d'interprétation, de par la concentration qu'il faut avoir pour qu'aucune information ne soit oubliée mais surtout par l'efficacité rendue obligatoire pour éviter à tout prix un quelconque malentendu qui s'avérerait nuisible dans l'aboutissement d'un projet.

Par ailleurs, j'ai eu la chance de pouvoir rencontrer un grand nombre de personnalités de l'ONU, par l'intermédiaire de ma directrice des communications et de mon directeur exécutif. J'ai donc pu visiter le secteur presse, ainsi que le studio d'enregistrement télévisuel du palais et des membres importants comme Mr. Ricardo Espinosa, responsable des relations et des ONG.

Le lendemain, nous avons rendez-vous à la cantine de l'école primaire de Versonnex où Christine de St Genois de Grand Breucq tenait à remercier le maire de la commune, le professeur de musique et bien évidemment les enfants. En ce qui concerne notre ambassadeur de bonne volonté, j'ai eu l'occasion de lui parler très brièvement, mais ce fût suffisant pour découvrir sa générosité humaine, son professionnalisme dans l'ONG et ses connaissances sur les droits de la femme. Un ambassadeur grandement dévoué à cette cause.

Contacter les donateurs scandinaves, les banques et les entreprises privées

Elaboration de lettre type envoyée à la banque privée suisse Julius Baer. Dans un premier temps, il fallait trouver les idées nécessaires pour attirer l'attention de la fondation Baer en termes d'images et de reconnaissance. En collaboration avec ma directrice des communications, la difficulté venait du fait qu'il fallait être le plus exhaustif possible dans nos propos pour interpellier Christian Zingg, le Manager Général.

Travail de recherche pour les donateurs scandinaves. Exemple avec le cas CORDAID. Pour établir un plan stratégique lors d'une demande de don, il est relativement important de connaître au maximum les attentes de l'organisme visé. De ce fait, une lecture approfondie de divers articles et témoignages de CORDAID m'a permis de cibler les aspects à ne pas oublier lors d'une demande de don.

Concernant les entreprises privées contactées pour une collaboration avec l'AG-MGF, je vais prendre pour exemple les centres de beauté de luxe L-Raphael, dirigé par Ronit Raphael. L'objectif de l'entreprise est d'aider ceux qui ont des problèmes de peau, et de leur image, grâce à des traitements efficaces et des produits de soin de la peau hautement performants.

Des lors, l'ONG s'était rassemblée pour élaborer une stratégie de communication en vue de notre future présentation orale et écrite. Notre dossier devait convaincre Ronit Raphael de collaborer avec l'AG-MGF, en insistant sur le fait que nos innovants projets diminueraient à coup sûr le nombre de jeunes femmes et de petites filles mutilées. Il était nécessaire de montrer le lien existant entre notre cause et son centre de beauté L.Raphael, qui soigne l'esthétisme de ses patients. La rencontre a été plus que bénéfique, elle s'est soldée par d'autres rendez-vous et d'autres prises de contacts, nous demandant de lui rendre compte sous forme d'étude de cas, des caractéristiques entourant les MGF.

Enrichissement des connaissances liées aux Nations Unies

Ma directrice des communications m'a proposé un visionnage de plusieurs documentaires relatant les faits marquants de l'ONU depuis sa création.

Dans un premier temps, nous avons visionné un documentaire percutant qui relate les actions prises par le secrétaire général des Nations Unies, Kofi Annan. J'ai beaucoup appris sur ce personnage, sur ce qu'il a fait au sein des Nations Unies, ses idées, ses combats, ses influences et surtout la manière de travailler pour faire avancer les choses. Nous avons ensuite regardé deux documentaires traitant de des FGM, des femmes enceintes, qui s'interrogent sur la période de grossesse. Ce qui m'a le plus frappé a été leur ignorance au sujet de leur corps.

Pour finir, j'ai entendu une émission proposée par Elisabeth Wilson lorsqu'elle animait à la radio des émissions culturelles en lien avec le monde des Nations Unies. Il s'agissait pour le coup de se concentrer sur l'importance de la culture au Nations Unies. J'ai bien évidemment appris divers aspects culturels que je ne connaissais pas, et qui pourtant ont eu ou ont toujours une place considérable dans les actions menées par l'ONU.

Visites des locaux du World Church Council à Genève

L'AG-MGF est basée en plein centre du campus onusien, dans les locaux du WCC à Genève. Dès la prise du bureau, mon équipe m'a demandé de faire la visite de tous les locaux se situant au bâtiment œcuménique pour leur faire part de notre association dans le but d'une part, de se faire connaître et de montrer nos objectifs et projets, mais également de montrer notre intérêt que l'on suscite pour d'autres associations ou entreprises. La difficulté n'étant pas véritablement présente, je pourrais peut être insisté sur l'interculturalité qu'il fallait respecter lorsque je me présentais. En effet, de nombreux locaux sont dirigés par des membres internationaux. Un travail très plaisant dans le sens où tout le monde appréciait ma démarche mais aussi la cause sur laquelle l'Alliance Globale travaille.

3. INTRODUCTION AUX MUTILATIONS GENITALES FEMININES

Dans cette partie, nous aborderons les caractéristiques entourant la pratique des MGF dans le monde entier. Notamment, les pays concernés par ce fléau, les différents types d'excisions nommés par l'OMS, les causes et conséquences physiques et psychologiques qu'elles entraînent, et enfin les actions mises en place par des agences internationales et plus précisément l'Organisation Mondiale de la Santé.

3.1. Définition

« L'appellation mutilation génitale féminine (MGF) recouvre l'ensemble des procédés impliquant une ablation totale ou partielle des organes génitaux féminins externes ou tout autre atteinte aux organes génitaux féminins pour des raisons culturelles ou d'autres raisons non médicales. Certains auteurs préfèrent le terme de circoncision féminine qu'ils trouvent plus acceptable pour les femmes concernées ».

3.2. La situation des MGF dans le monde

- Les mutilations sexuelles féminines sont des interventions qui altèrent ou lèsent intentionnellement les organes génitaux externes de la femme pour des raisons non médicales.
- Ces pratiques ne présentent aucun avantage pour la santé des jeunes filles et des femmes.
- Elles peuvent provoquer de graves hémorragies et des problèmes urinaires, et entraîner plus tard des complications potentielles lors de l'accouchement ainsi que le décès de nouveau-nés.
- On estime entre 100 et 140 millions le nombre de jeunes filles et de femmes dans le monde qui vivent actuellement avec les séquelles de mutilations sexuelles.
- Elles sont pratiquées le plus souvent sur des jeunes filles entre l'enfance et l'âge de 15 ans.
- En Afrique, environ trois millions de jeunes filles par an risquent de subir des mutilations sexuelles.
- On estime qu'en Afrique, environ 92 millions de femmes et de jeunes filles ont subi, parfois dès l'âge de 10 ans, des mutilations sexuelles.

- Les mutilations sexuelles féminines sont internationalement considérées comme une violation des droits des jeunes filles et des femmes.

Les mutilations sexuelles féminines recouvrent toutes les interventions incluant l'ablation partielle ou totale des organes génitaux externes de la femme ou toute autre lésion des organes génitaux féminins qui sont pratiquées pour des raisons non médicales.

Cette intervention est le plus souvent pratiquée par des « circonciseurs » traditionnels, qui jouent souvent un rôle central dans les communautés, notamment en tant qu'accoucheurs. Toutefois, les mutilations sexuelles féminines sont de plus en plus pratiquées par des soignants.

Les MGF sont internationalement considérées comme une violation des droits des jeunes filles et des femmes. Elles sont le reflet d'une inégalité profondément enracinée entre les sexes et constituent une forme extrême de discrimination à l'égard des femmes. Elles sont presque toujours pratiquées sur des mineures et constituent une violation des droits de l'enfant. Ces pratiques violent également les droits à la santé, à la sécurité et à l'intégrité physique, le droit d'être à l'abri de la torture et de traitements cruels, inhumains ou dégradants, ainsi que le droit à la vie lorsqu'elles ont des conséquences mortelles.

3.3. Classification

Les mutilations génitales féminines se classent en quatre catégories:

- **La clitoridectomie:** ablation partielle ou totale du clitoris (petite partie sensible et érectile des organes génitaux féminins) et, plus rarement, seulement du prépuce (repli de peau qui entoure le clitoris).
- **Excision:** ablation partielle ou totale du clitoris et des petites lèvres, avec ou sans excision des grandes lèvres (qui entourent le vagin).
- **Infibulation:** rétrécissement de l'orifice vaginal par la création d'une fermeture, réalisée en coupant et en repositionnant les lèvres intérieures, et parfois extérieures, avec ou sans ablation du clitoris.
- **Autres:** toutes les autres interventions néfastes au niveau des organes génitaux féminins à des fins non médicales, par exemple, piquer, percer, inciser, racler et cautériser les organes génitaux.

3.4. Conséquences physiques et psychologiques

Les mutilations sexuelles féminines ne présentent aucun avantage pour la santé et sont préjudiciables à bien des égards aux jeunes filles et aux femmes. Elles comportent l'ablation de tissus génitaux normaux et sains ou endommagent ces tissus et entravent le fonctionnement naturel de l'organisme féminin.

Les complications immédiates peuvent être douleur violente, choc, hémorragie, tétanos ou septicémie (infection bactérienne), rétention d'urine, ulcération génitale et lésion des tissus génitaux adjacents.

Tant au niveau physique que psychologique, les conséquences immédiates et à long terme des MGF sur la santé des femmes sont donc nombreuses et néfastes. Sectionner des organes génitaux externes occasionne une douleur intense, intolérable, accompagnée de peur et parfois d'un état de choc important, pouvant marquer une femme à vie. Les MGF sont aussi à l'origine d'infections multiples et sont susceptibles d'entraîner des complications gynécologiques ou obstétricales.

Au plan sexuel, en raison de l'ablation du clitoris, elles peuvent entraîner une altération marquée de la sensibilité sexuelle, une incapacité à atteindre l'orgasme et une baisse de plaisir et de satisfaction au niveau sexuel chez les femmes.

Par ailleurs, les rapports douloureux consécutifs aux mutilations peuvent engendrer un dysfonctionnement sexuel pour la femme de même que pour son partenaire.

Les conséquences à long terme sont notamment:

- infections récidivantes de la vessie et des voies urinaires
- kystes
- stérilité
- nécessité de procéder à des interventions chirurgicales ultérieures. Par exemple pour revenir sur la mutilation consistant à rétrécir l'ouverture vaginale afin de permettre les rapports sexuels et l'accouchement, avant de parfois la refermer ensuite par suture
- risque de complications lors de l'accouchement et de décès des nouveau-nés

- nécessité de pratiquer ultérieurement de nouvelles opérations chirurgicales. Par exemple, en cas de fermeture ou de rétrécissement de l'orifice vaginal, il faudra procéder à une réouverture pour permettre à la femme d'avoir des rapports sexuels et d'accoucher. Ainsi, l'orifice vaginal est parfois refermé à plusieurs reprises, y compris après un accouchement, ce qui accroît et multiplie les risques immédiatement et à long terme.

3.5. Pays concernés

La mutilation des organes génitaux féminins est une pratique courante dans de nombreux pays d'Afrique et du Moyen-Orient. Sa nature et son ampleur varient selon les normes socioculturelles et les croyances de chaque groupe ethnique. On évalue actuellement à plus de 130 millions le nombre de femmes excisées dans le monde

Les pays concernés sont nombreux surtout en Afrique mais aussi au Moyen-Orient :

Bénin	Burundi
Cameroun	Côte d'Ivoire
Djibouti	Érythrée
Ethiopie	Gambie
Ghana	Guinée-Bissau
Guinée Équatoriale	Kenya
Lesotho	Liberia
Malawi	Mali
Ouganda	Rwanda
Sierra Leone	Sénégal
Somalie	Soudan
Swaziland	Togo
Emirats Arabes Unis	

Les pays hors-Afrique qui pratiquent les MGF:

- Arabie Saoudite (le Sud-ouest du pays)
- Australie: le peuple aborigène, Pitta-Patta.
- Emirats arabes unis (les régions de Nagad, Kuwet, Bani, Tamin, Kara, Atije, Adwan)

- Inde (Daudi Bohra Shiite)
- Indonésie (les régions de Madura, le Sud de Sulawesi et l'Est Java)
- Iran (les Kurdes principalement)
- Iraq (les Kurdes principalement)
- Jordanie (Sud-ouest du pays près d'Akaba)
- Malaisie
- Oman (principalement la région de Dhofar)
- Pakistan (Daudi Bohra Shiite)
- Pérou (le peuple aborigène Conibos, et les Panos)
- Singapour
- Sri Lanka (quelques cas parmi les musulmans)
- Syrie (Kurdes)
- Turquie (Kurdes)
- Yémen (23% des femmes à l'intérieur du pays et 69% dans les régions côtières)
- Et bien évidemment l'immigration africaine et asiatique en Europe et sur le continent américain. .

Cette pratique est la plus commune dans l'ouest, l'est et le nord-est de l'Afrique, dans certains pays d'Asie et au Moyen-Orient, ainsi que dans certaines communautés d'immigrants en Amérique du Nord et en Europe.

3.6. Facteurs culturels, religieux et sociaux

Les mutilations sexuelles féminines sont le produit de divers facteurs culturels, religieux et sociaux au sein des familles et des communautés.

- Là où elle relève d'une convention sociale, la pression sociale qui incite à se conformer à ce que font ou ont fait les autres constitue une forte motivation pour perpétuer cette pratique.
- Les mutilations sexuelles féminines sont souvent considérées comme faisant partie de la nécessaire éducation d'une jeune fille et de sa préparation à l'âge adulte et au mariage.
- Les mutilations sexuelles féminines sont souvent motivées par des croyances relatives à ce qui est considéré comme un comportement sexuel approprié, c'est-à-dire que ces pratiques ont à voir avec la virginité pré-nuptiale et la fidélité

conjugale. Selon les croyances de nombreuses communautés, les mutilations sexuelles réduiraient la libido féminine, ce qui aiderait les femmes à résister aux actes sexuels «illicites». Lorsqu'une ouverture vaginale est obstruée ou rétrécie (type 3 ci-dessus), la crainte de douleurs en cas de réouverture, et la peur que cette réouverture soit découverte, sont censées décourager les femmes d'avoir des relations sexuelles «illicites».

- Les mutilations sexuelles féminines sont associées à des idéaux culturels de féminité et de modestie, selon lesquels les jeunes filles sont "propres" et "belles" après l'ablation de parties de leur anatomie considérées comme "masculines" ou "malpropres".
- Bien qu'aucun texte religieux ne prescrive cette intervention, les praticiens pensent souvent qu'elle a un fondement religieux.
- Les autorités religieuses adoptent des positions variables à l'égard des mutilations sexuelles féminines: certaines les préconisent, d'autres les considèrent comme étrangères à la religion et d'autres encore contribuent à leur élimination.
- Les structures locales du pouvoir et de l'autorité, tels que les dirigeants communautaires, les chefs religieux, les circonciseurs et même certains agents de santé peuvent contribuer à conforter cette pratique.
- Dans la plupart des sociétés, les mutilations sexuelles féminines sont considérées comme une tradition culturelle, argument souvent avancé pour les perpétuer.
- Dans certaines sociétés l'adoption récente de cette pratique s'explique par la volonté de copier les traditions de groupes voisins. On trouve parfois à son origine un mouvement de recrudescence religieuse ou traditionnelle.
- Dans certaines sociétés, les mutilations sexuelles féminines sont pratiquées par des groupes nouveaux lorsqu'ils arrivent dans des zones où la population locale les pratique.

En résumé la liste suivante qui n'est pas exhaustive, relate les principales causes des MGF :

- Tradition
- Rituel de passage
- Honneur et maintien de l'honneur de la famille et du mari
- Pression sociale et familiale

- Condition pour le mariage
- Renforcement du sentiment d'appartenance au groupe
- Gage de bonne moralité des jeunes filles
- Respect du reste du village
- Purification
- Protection de la virginité
- Promotion de la fertilité
- Augmentation du plaisir sexuel masculin
- Crainte d'une croissance continue des petites lèvres
- Crainte d'une croissance exagérée du clitoris
- Crainte de décès des nouveau-nés en cas de contact avec le clitoris à l'accouchement
- Croyance que les organes génitaux externes sont sales
- Hygiène facilitée
- Raisons esthétiques

Malgré cette liste, non exhaustive, d'arguments socioculturels, il est important de comprendre l'intention d'une famille qui fait subir l'excision à ses filles dans des pays où elle est parfois déjà interdite. Pour ces familles, cette pratique est un gage d'authenticité, de pureté et de respect des traditions de la communauté. Elles doivent faire honneur à leurs ancêtres et ne prennent pas en compte les conséquences néfastes sur la santé physique et psychologique des femmes.

3.7. Conventions internationales contre les MGF

Malgré la pratique courante des MGF, celles-ci sont une violation des droits de la personne et une atteinte à l'intégrité physique. Plusieurs pays dans le monde ont signé une convention internationale pour la protection des femmes et des filles contre les MGF.

Certains pays africains ont déjà introduit dans leur constitution un article condamnant cette pratique, mais la tradition et les coutumes sont si fortes que les lois ne garantissent pas l'abandon des pratiques.

Il existe plusieurs conventions internationales signées contre les MGF :

La déclaration universelle des droits humains

La convention internationale, de l'ONU des droits de l'enfant

La convention de l'ONU pour la suppression de forme de discrimination contre les femmes

La déclaration du Caire des droits humains dans l'Islam

La charte africaine pour les droits humains et des peuples

Certains pays ont une Constitution protégeant l'intégrité physique.

3.8. Actions internationales

En 1997, l'Organisation mondiale de la Santé (OMS) a publié avec le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF) et le Fonds des Nations Unies pour la Population (FNUAP) une déclaration conjointe contre la pratique des mutilations sexuelles féminines. Une nouvelle déclaration, plus largement soutenue par les Nations Unies, a été publiée en février 2008 à l'appui d'une sensibilisation accrue en faveur de l'abandon des mutilations sexuelles féminines.

La déclaration de 2008 apporte de nouveaux éléments recueillis au cours de la dernière décennie au sujet de cette pratique. Elle met en évidence la reconnaissance croissante des dimensions juridiques du problème et ses liens avec les droits de l'homme, tout en apportant des données actualisées sur la fréquence et l'ampleur des mutilations sexuelles féminines. Elle résume aussi les recherches sur les causes de la persistance de cette pratique, sur les moyens d'y mettre fin et sur ses effets néfastes pour la santé des femmes, des jeunes filles et des nouveau-nés.

Depuis 1997, de grands efforts ont été entrepris pour lutter contre les mutilations sexuelles féminines, grâce à la recherche, à la collaboration au sein des communautés et à l'introduction de changements dans les politiques publiques. Parmi les progrès réalisés au plan international et local, on relève:

- un plus grand engagement international pour mettre un terme aux mutilations sexuelles féminines;
- la mise en place d'organes de surveillance internationaux et l'adoption de résolutions condamnant cette pratique;
- des cadres juridiques révisés et un appui politique croissant pour mettre fin aux mutilations sexuelles féminines; et
- dans certains pays, une diminution de la pratique des mutilations sexuelles féminines et un nombre croissant de femmes et d'hommes qui se prononcent en faveur de sa suppression dans les communautés où elle est pratiquée.

Les recherches montrent que si ces communautés décident elles-mêmes d'abandonner les mutilations sexuelles féminines, cette pratique pourrait disparaître très rapidement. L'OMS est particulièrement préoccupée par le fait que les mutilations sexuelles féminines sont de plus en plus pratiquées par du personnel médical qualifié. L'OMS engage vivement les professionnels de santé à ne pas se livrer à de telles pratiques.

4. DEVELOPPEMENT D'UNE ONG : UNE RESULTANTE DE LA COMMUNICATION

La stratégie de développement d'une ONG s'associant à un projet humanitaire et interculturel fait appel à une communication bien élaborée en vue de remplir les objectifs énoncés lors de la création de l'association.

De nos jours, de plus en plus d'ONG agissent comme de véritables entreprises, en se professionnalisant et en adoptant des méthodes de gestion entrepreneurial. Les donateurs sont désormais devenus les cibles que toutes ONG tentent d'atteindre en élaborant des stratégies qui se rapprochent de près à celles utilisées par la publicité commerciale.

Il est important de signaler que les ONG ont deux sources de financement traditionnelles : les financements publics et les dons privés. Aujourd'hui, l'influence de la mondialisation s'avère être un frein au pouvoir relatif de l'Etat et donc aux subventions publiques. Ainsi, les fonds privés vont primer sur ceux publics qui diminuent fortement malgré une hausse de la demande.

Au premier abord, il semblerait que les ONG suivent une direction tout à fait loyale en maintenant leurs coûts de campagnes et en se concentrant sur leurs valeurs et objectifs. Néanmoins, une trop forte présence dans les projets publicitaires risque de banaliser des appels à la générosité. Le rôle de la communication a donc une importance considérable, en termes de réseau, de contacts, de publipostage et d'alliances avec des entreprises en quête d'image et des campagnes publicitaires. Ces techniques de marketing ne sont pas évidentes et accessibles pour toutes les ONG. En effet, celles qui ne sont pas connues, petites par leurs structures et ayant peu de moyens éprouvent d'énormes difficultés à se faire une place dans cette recherche au fundraising. A noter que seulement une vingtaine d'ONG, notoirement soutenues se partagent plus de 60% des ressources rendues disponibles par la générosité du public.

Dans le marché humanitaire actuel, la notoriété et l'image de l'ONG restent donc ses atouts les plus précieux dans l'optique de collaborer avec des donateurs. La communication est donc une nécessité vitale à développer ce qui justifie cette professionnalisation humanitaire qui vise à séduire l'opinion du grand public.

Dès lors, l'essentiel est de susciter l'intérêt de donateur et de se faire une place dans ce marché professionnalisé pour tout simplement obtenir une levée des fonds. Comme toute logique entrepreneuriale, les ONG souhaitent désormais maîtriser les outils de gestion de communication et n'hésitent pas à faire appel à des spécialistes de la communication.

Dans cette seconde partie, il sera question de montrer que le développement d'une ONG humanitaire est une résultante de la communication. Ce chapitre abordera le développement de la communication et les différentes stratégies de marketing ayant comme finalité la levée des fonds. En effet, la stabilisation d'une jeune ONG doit impérativement être en collaboration avec des acteurs privés. Dès lors, des recherches sur la promotion de la cause pour acquérir une meilleure visibilité sont des activités primordiales pour obtenir des sources de financements.

4.1. Les objectifs de la communication

Les aspects qui caractérisent aujourd'hui les activités des entreprises (marketing, rentabilité, marché...) ont franchi les frontières de l'humanitaire par l'entremise des médias. Ainsi, la maîtrise des outils de gestion de communication dans des ONG est un critère indispensable et illustre le professionnalisme croissant de ces associations, pour avoir une levée des fonds.

Un des objectifs principaux des ONG est donc la collecte de fond. Dans un premier temps nous présenterons les motivations, les attentes et le comportement des donateurs, ainsi que les stratégies mises en place pour favoriser les dons à travers les médias. Nous ferons référence à l'AG-MGF, en s'appuyant sur ses expériences.

Cependant, avant de traiter précisément ces notions, il est important de faire un bond en arrière et de rappeler le contexte des années 1980-1990, période du XXème siècle qui a vu pour la première fois, une professionnalisation des ONG, et donc une montée croissante des nouvelles stratégies de communication.

En effet, à cette époque la communication est modifiée, elle devient de plus en plus sociale grâce à l'apparition de nouvelles associations comme MSF, Action contre la faim, ou encore SOS racisme qui adoptent une stratégie de développement par l'utilisation massive des

médias. Par ailleurs, la crise économique de cette période a poussé les ONG à se professionnaliser, pour trouver des sources de financement et ainsi demeurer indépendante. En ce moment, nous remarquons l'évolution du monde associatif, passant progressivement du stade artisanal à celui de l'industrialisation, devenant un secteur économique autonome.

Un des objectifs importants concernant l'image et l'existence d'une ONG est d'assurer son financement et ses missions. La collecte de fond est la principale activité des secteurs de la communication, qui servira à couvrir les frais de structures, les actions entreprises et autres investissements. Dans la plupart des cas, la collecte de fonds privés est essentielle car elle garantit leur indépendance financière vis-à-vis des bailleurs de fond.

Le deuxième objectif de la communication est la mobilisation du grand public. En effet, il est relativement nécessaire d'élaborer des formes de participation adaptées à chaque public. Nous observons que les types d'engagements ou d'actions spécifiques des ONG dépendent du groupe de personnes auxquelles l'ONG s'adresse : les sympathisants, les adhérents, des bénévoles ou des salariés.

Les sympathisants, connaissent l'association, la cause et donc participent de façon épisodique, sans pour autant être engagés significativement. Ainsi, l'ONG a pour objectif de maintenir le contact en étudiant les groupes susceptibles de rejoindre le mouvement. Pour cela, l'ONG peut organiser des concerts de bienfaisance au profit de la cause, comme l'a effectué l'AG-MGF en Avril 2011, ou encore organiser des manifestations notoires comme le Téléthon.

Les adhérents sont eux, plus engagés, en versant leurs cotisations et en s'intéressant de près au destin de l'association avec néanmoins un degré d'implication un peu plus modéré. L'objectif d'une ONG dans ce cas là est donc de les fidéliser en leur donnant l'occasion de développer leur connaissance de la cause soutenue et des actions menées sur le terrain en leur proposant de s'investir ponctuellement.

Les bénévoles ont un niveau supérieur d'engagement. Ils donnent leur temps et leurs argent et sont ainsi tout aussi précieux que les salariés parce qu'ils ont des responsabilités et participent à la gestion de l'association. Il faut alors les encourager à convertir de nouveaux adhérents.

Les salariés ou volontaires qui travaillent au siège d'une association sont recrutés aussi bien pour leurs compétences que pour leurs motivations. L'objectif alors est d'améliorer l'efficacité de la structure en place, en proposant un projet mobilisateur et en écoutant leur remarque au sujet des méthodes d'évaluation et de circulation de l'information.

Le troisième objectif de la communication au sein d'une ONG est d'informer et de sensibiliser. Depuis que les ONG humanitaires mettent l'accent sur le financement privé en faisant appel à la générosité du public, la prise de conscience d'une cause à grande échelle devient un atout considérable. Les méthodes d'information et de sensibilisation restent néanmoins classiques et s'articulent autour de campagnes de presse, de séries de conférence et d'émissions, des spots radios ou de télévisions, l'impression de tracts, ou autres....

Pour finir, un dernier objectif peut être observé, celui de promouvoir l'association. En effet, afin d'exister et de s'affirmer face à ses consœurs, l'association doit assurer sa propre promotion. Il est nécessaire de se faire connaître auprès du grand public mais aussi des institutionnels, de se positionner par rapport à une cause, d'afficher ses particularités, ses principes voire sa méthodologie.

4.2. La générosité des donateurs

Dans cette partie, il est question d'analyser le taux de générosité des donateurs ces dernières années. Dans un premier temps, nous nous intéresserons au cas de la France et essaierons de comprendre par la suite quelles peuvent être les raisons qui justifient le comportement en hausse ou en baisse des donateurs. Pour finir nous aborderons le cas des donateurs scandinaves, qui depuis toujours se situent en haut du classement des donateurs les plus généreux.

Comme nous l'avions mentionné précédemment, la récolte de fond ou « fundraising » est la principale activité des départements de marketing et de communication au sein d'une ONG. En résumé, il est essentiel de mobiliser le public et de faire appel à la générosité, en vue de lever les fonds nécessaires, en essayant constamment d'augmenter le nombre de donateurs.

Des recherches effectuées par « l'Etude Baromètre de la Générosité » en 2010 dévoilent des résultats assez révélateurs des donateurs français ces dernières années. La

première étude montre que les français donnent de plus en plus d'argent mais de moins en moins souvent. Les médias véhiculés à la télévision ou dans les journaux avertissent les français des actuelles crises internationales, un large choix s'ouvre donc aux donateurs français (la famine, les catastrophes naturelles, les épidémies...).

Dès lors, les français « se spécialisent » dans un type de fléau, ils restent en quelque sorte fideles aux organismes auxquels ils ont déjà versé de l'argent. En résumé, cette étude constate un recul dans les dons. La Fondation de France évoque le contexte économique plus que morose qui touche l'Europe et la France, mais également l'inquiétude des ménages. La conclusion est que la situation économique est un facteur central qui conditionne la propension à donner.

Les pays scandinaves sont en tête de la générosité publique, suivis par le Japon, puis l'UE, puis les Etats-Unis. Depuis l'indépendance des pays africains, et la période après seconde guerre mondiale, les pays scandinaves ont été les premiers à apporter de l'aide dans la promotion et le développement de ces nouveaux pays.

De ce fait, les jeunes ONG se dirigent directement vers des donateurs du nord de l'Europe, tels que Cordaid, des programmes de développements qui subventionnent des associations humanitaires, si ces dernières respectent les critères d'adhésion pour établir une demande de don.

4.3. Les grands donateurs

Les stratégies de recherche de grands dons sont mises en œuvre dans les associations par écrémage des fichiers en travaillant de manière plus personnalisée les segments de donateurs les plus généreux. Ici, comme ailleurs, la règle des 20% de donateurs qui font les 80% de la masse des dons existent aussi. Ce qui n'est, par contre, pas très opératoire est de fonder une stratégie de collecte de fonds uniquement sur les "major gifts".

Nous ne pouvons, cependant, pas passer sous silence l'expérience de la Fondation de France qui, grâce à une politique fiduciaire très sophistiquée a su attirer vers elle de grandes fortunes, intéressées à créer en son sein des fondations-abritées.

Et comment ne pas souligner le Fund raising au profit des universités et des grandes écoles. Depuis 1er août 2007, la loi Pécresse sur l'autonomie des universités autorisant la création de fondations partenariales et des fondations d'universités sans personnalité morale,

lance le mouvement de la recherche de fonds privés pour les universités à l'instar de leurs cousines anglo-saxonnes.

Au sujet de la générosité, l'humanitaire s'accorde donc avec le « business ». Comme nous l'avions affirmé précédemment, il existe un lien inéluctable entre la collecte de fond et la professionnalisation de l'humanitaire à travers des outils de gestion et de communication.

Cependant, les ONG qui luttent contre un fléau commun, pour une même cause, se retrouvent toujours concurrentes lorsqu'il s'agit de se répartir des ressources financières.

Pour atteindre une base financière suffisante qui permettrait à une jeune ONG de se lancer, deux types de stratégies sont à suivre pour collecter des fonds. Dans un premier, la présence des bénévoles pour faire la quête dans les rues afin de mesurer la consommation est indispensable.

Deuxièmement, les ONG ont besoin de l'ensemble des médias qu'elles utilisent dans leur financement. Et enfin, il est indispensable d'avoir au départ de l'argent pour pouvoir récolter plus d'argent.

4.4. La collecte de fonds dans une société d'information

Nous l'avons donc décrit, la **collecte de fonds** est l'activité consistant à demander de l'argent pour mener à bien un projet et atteindre les objectifs fixés par une ONG ou association humanitaire.

Attardons nous un instant sur le rôle des médias envers le financement d'une ONG. De nos jours, il existe une corrélation entre la progression des financements des ONG et les crises humanitaires internationales, à cet instant l'influence des médias va avoir une incidence considérable dans les ressources financières apportées à ces organisations. Tout d'abord, il faut à tout prix enlever toute responsabilité aux ONG concernant les catastrophes humanitaires dans l'optique de s'assurer un financement. Mais il faut néanmoins remarquer qu'en l'absence d'un traitement médiatique très élevé, la collecte de don, ainsi que la générosité des donateurs tendent à diminuer.

En effet, à une année de forte collecte suit toujours une année moins fructueuse en termes de dons, et cela n'arrive non pas parce que les malheurs du monde disparaissent mais parce que l'absorption des crises humanitaires par les médias et l'opinion publique ne dure pas éternellement.

En résumé, plus il y a une forte présence de l'information, de l'image, de l'interview, plus les ressources de financement entourant les associations humanitaires s'accroissent. Nous pouvons prendre exemple de plusieurs désastres naturels ou crises actuels tels que le séisme de Haïti survenu le 12 janvier 2010, le dernier tsunami dévastateur de mars 2011 au Japon, ou encore plus récemment, la famine actuelle en Somalie.

Par ailleurs, si un événement médiatique se détachant du monde humanitaire, comme des élections présidentielles ou des rendez-vous sportifs internationaux (coupe du monde de football ou de rugby) sont mis en lumière, la collecte de fonds ralentira significativement.

La télévision et les grands médias ont pris une place considérable dans les politiques de développement des ONG. Nous l'aurons donc compris : "Il n'y a plus d'indignation sans image ... et l'indignation fonde l'action humanitaire et caritative.". Aujourd'hui, Les médias financent l'action caritative, alors que l'action est à son tour matière médiatique".

C'est la télévision qui a lancé l'événement en 1987, en portant au premier plan l'Association des Myopathes de France, grâce au Téléthon (100 millions d'euros en à peine plus de 24 heures en 2007). Ce jour là, la télévision a servi de premier tremplin pour susciter l'intérêt, la générosité et la motivation charitable et humanitaire du public français.

De plus en plus d'organisations font appel aux grands médias, soit pour collecter directement des fonds, soit pour "dynamiser" leurs opérations de publipostage. Malgré leur coût excessif pour de petites associations, les spots de publicité ou de marketing direct apportent un soutien essentiel aux campagnes de collecte de fonds.

Le mécénat philanthropique

La subvention des associations par les entreprises est devenue un phénomène majeur en France (2,5 milliards d'euros de mécénat déclarés en 2008 par les entreprises françaises).

Le mécénat ou le sponsoring étaient auparavant tournés vers le sport, les manifestations culturelles ou la recherche. Il semblait de prime abord qu'un tel mode de communication, pour valorisant qu'il puisse être pour l'entreprise, aurait été mal ressenti par le public dès lors qu'il s'agissait de caritatif. L'action associative est devenue de plus en plus médiatique, et le public manifeste de plus en plus d'intérêt pour le caritatif. Ainsi, l'image positive dont bénéficie ce type d'action en fait un vecteur idéal pour une communication

d'entreprise : l'entreprise peut communiquer au travers de ces nouveaux médias que deviennent l'action caritative et l'association qui l'organise.

Le marketing direct

Le marketing direct, selon la définition de Dominique Xardel , le marketing direct "concerne l'ensemble des activités par lesquelles un vendeur, sans faire appel à d'autres supports que les différents médias actuellement disponibles, effectue le transfert de bien matériels ou de service à un acheteur. Il utilise les moyens de communication du publipostage, du catalogue, de la presse, de l'ordinateur et du téléphone à partir de fichiers ou bases de données". Il permettrait d'établir un lien entre le client, et le donateur. Le marketing direct a pour caractéristiques :

- Le ciblage de la population étudiée permet d'améliorer l'efficacité de l'action entreprise.
- Le courrier adressé permet d'argumenter les idées, les propositions, de façon à être d'autant plus convaincant que celles-ci sont complexes ; ce qui est généralement le cas des causes associatives.
- La possibilité d'obtenir un retour du courrier permet d'apprécier dans des délais courts la rentabilité de l'investissement ; il est ainsi possible de procéder à des tests permanents d'efficacité.
- La fidélisation des correspondants qui sont en l'occurrence des donateurs potentiels ou réels, peut être confortée par des échanges de courrier dès lors qu'un fichier est établi et correctement mis à jour.

Techniques de marketing direct

Le mailing serait l'une des techniques les plus utilisées parmi les moyens actuels de démarchage, de fidélisation et de collecte de fonds mis à la disposition des responsables marketing. Il serait un élément important du marketing direct dont la rentabilité a été prouvée depuis longtemps par les entreprises qui ont jeté les bases de la vente par correspondance depuis près d'un demi-siècle.

Le couponing-presse consiste à publier un coupon-réponse lors d'un article ou d'une page de publicité dans la presse quotidienne ou un magazine. Là encore, le rendement d'une telle opération est très faible, du même ordre de grandeur qu'une opération asile-colis ; elle

est, par contre, d'un intérêt certain pour une association caritative si l'espace est offert par le journal ou le magazine.

Le parrainage-démarchage, est l'instrument marketing le plus simple et le moins onéreux : chaque membre ou sympathisant cherche dans son entourage des amis, des relations, un réseau qu'il peut sensibiliser et intéresser à l'action de l'organisation à laquelle il adhère. Ce type d'action peut être dévolu à des bénévoles qui se font les ambassadeurs de l'organisation. Ce marketing de type « relationnel » est le plus souvent très efficace. Il l'est d'autant plus si l'on peut contacter des leaders d'opinion, appartenant aux milieux politique, scientifique, sportif ou du show-business. Il existe néanmoins un danger qu'il faut absolument éviter ; celui de collaborer avec des célébrités en quête d'une meilleure notoriété qui pourrait nuire à l'image propre qu'efforce de montrer une ONG humanitaire. Par exemple, l'AG-MGF ne ferait pas appel à Lady Gaga ou encore Paris Hilton en vue d'améliorer sa crédibilité.

Le réseau de relations plus ou moins proche, peut permettre à une organisation d'élargir son audience : en organisant des conférences présentant les buts de l'association, expliquant ses besoins tant matériels que financiers ou humains, un membre ou un sympathisant peut créer une dynamique, et parfois mobiliser des fonds importants. Dans un tel cas, les actions mises en place sont très étroitement liées à la stratégie de communication et de relations publiques que développe l'association.

Vis à vis d'une entreprise avec laquelle l'organisation cherche à prendre contact, l'aspect moderne des moyens de communication et de gestion dont elle dispose, est un élément positif et donc favorable pour le jugement qui sera porté sur "l'organisation associative". En effet, son image en sera ainsi créditée et améliorée. Il est certain que l'évolution des relations entre le milieu caritatif et le milieu industriel se fait depuis plusieurs années vers un resserrement des liens et des contacts. En pratique, nous l'avons abordé, le financement des associations par les entreprises devient de plus en plus fréquent ; cette évolution va de pair avec une médiatisation de plus en plus marquée, qui apparaît nécessaire dès lors que le milieu industriel ait un intérêt pour la charité".

À l'intérieur de ces grandes catégories interviennent des volets plus ou moins systématiques de collecte de fonds.

Marketing direct et spécificités du monde associatif

Ces techniques ont été transposées dans le monde associatif. Ce serait cette adéquation de l'approche marketing direct à la collecte de fonds qui en aurait facilité l'adoption par les associations au milieu des années 70. Les résultats obtenus par l'utilisation intensive des techniques du marketing direct ont déclenché un intérêt de plus en plus grand de la part des associations humanitaires. Alors qu'elles n'étaient que quelques dizaines à utiliser les grands médias du marketing direct en 1975, plusieurs centaines d'entre-elles les utilisent communément aujourd'hui. Dans le cas particulier des associations, le marketing direct peut dans un premier temps renforcer l'anonymat et l'intimité du don. Mais il peut également être un instrument de développement de la notoriété et de l'image.

Prélèvements automatiques et street fundraising (récolte de fond dans les rues)

De nombreuses associations ont transformé leur collecte ponctuelle en collecte par prélèvements automatiques à la suite de « Médecins sans Frontières ». Cette progression est comparable à celle issue d'une autre forme de collecte de fonds, introduite en France au début du XXI^e siècle, le « street fundraising ».

Le street fundraising est le recrutement de nouveaux donateurs dans les lieux publics, en allant au-devant d'eux pour leur présenter l'association et proposer de soutenir son action avec les dons assurés par prélèvement automatique. A la différence de la quête, le street fundraising ne collecte pas d'argent liquide ou de chèque. Il s'agit la plupart du temps de promesse de dons. Le street fundraising a pour objectif d'instaurer un dialogue, de créer un lien, avec des donateurs, souvent plus jeunes, impliqués et fidèles.

4.5. Favoriser la communication pour un partenariat durable

6.1 La relation ONG / entreprises

Face aux inquiétudes liées à la globalisation de l'économie et aux implications du modèle de la valeur actionnariale, les entreprises multinationales prennent des initiatives de responsabilité sociale. Il s'agit de discours et d'actions qui ont pour but de montrer au public que si leur mission première est d'apporter des bénéfices à leurs actionnaires au prix de délocalisations et de licenciements, ces entreprises contribuent néanmoins au bien-être des populations dans un rayonnement dépassant leurs clients et collaborateurs.

Les organisations non gouvernementales jouent un rôle important dans ce processus. En amont, elles sensibilisent le public par des manifestations et des campagnes de pression visant les gouvernements et, de plus en plus directement, les entreprises.

En aval, les ONG collaborent avec certaines entreprises dans le cadre de partenariats visant par exemple l'amélioration des conditions de travail dans les pays producteurs ou la lutte contre la corruption.

Les partenariats entre les ONG et les entreprises sont de plus en plus courants.

Depuis le début de la crise financière de 2008, le business de la solidarité peine à se renouveler. En France, le budget global du mécénat a baissé de 20% en 2010. Aux Etats-Unis, les dons en faveur des plus grandes organisations à but non lucratif américaines ont diminué de 11%. Il est donc devenu indispensable pour les ONG de trouver de nouvelles sources de financement.

De plus en plus, les associations se tournent vers les entreprises pour remédier à cette situation. Il existe plusieurs types de partenariats, dont le mécénat de compétences fait partie, au même titre que le sponsoring, le commerce équitable ou encore les partenariats technologiques. Mais il en est un qui est régulièrement sujet à caution. Il s'agit du partenariat financier avec le secteur privé. Toutes les entreprises sont concernées, des PME aux grosses sociétés. Selon une enquête de l'Admical, association de promotion du mécénat d'entreprises, 85 % des mécènes sont des entreprises de 20 à 200 salariés.

Réalités

Cependant, les motivations des deux parties sont parfois caricaturées; les ONG mettent en place des partenariats uniquement pour engranger toujours plus d'argent, les entreprises montent des partenariats pour "verdir" leur image. Tout ceci est parfois vrai mais à quelques nuances près.

Créer une association de toutes pièces n'est pas chose aisée. Encore moins lorsque les caisses sont vides. D'où la nécessité de trouver un financement, si possible durable, dès les premiers temps de la création.

Il est également nécessaire de diversifier les sources de revenus. *"Plus de financement privé veut dire moins de financement public, ce qui est intéressant vu la difficulté d'obtenir une aide de la part de l'Etat, des régions, des mairies..."* explique Jean-Luc Galbrun, chargé de mission et responsable de la formation des ONG pour les partenariats. Les sommes

allouées sont également en baisse. *"Le gâteau (les financements publics) ne bouge pas, mais il y a de plus en plus de parts"* estime Jérôme Auriac, fondateur et directeur général de Be-Linked (et blogueur pour Youphil).

Soupçons de greenwashing

Les entreprises utilisent généralement leurs partenaires pour s'assurer une meilleure image auprès des consommateurs. C'est particulièrement le cas pour celles qui partagent la même activité: une ONG spécialisée dans la reforestation et une entreprise qui produit du papier. Cette dernière ne peut pas arrêter son exploitation sous prétexte que l'on a coupé trop d'arbres dans le monde, mais peut montrer son souci de la déforestation en Amazonie. Dans le cas de l'AG-MGF, l'association pourrait très bien contacter la marque de lames à raser « Gillette », sachant que la plupart des mutilations génitales contre les femmes et les petites filles utilisent des outils rudimentaires et principalement des lames à raser.

Ce type de partenariat permet aussi à l'ONG d'influencer directement l'entreprise dans ses choix. Et dans certains cas, l'entreprise peut être totalement désintéressée. *"Honnêtement cela n'avait aucun intérêt pour une boîte de logiciels comme nous de soutenir une association de protection de l'océan. On ne fait pas de publicité sur ce partenariat. L'idée est née d'une volonté personnelle en tant que citoyen de participer à un projet plus grand"* explique Stéphane Régis, directeur général de Xymox.

La société fait partie de l'alliance 1% For The Planet (FTP), qui propose aux entreprises de reverser 1% de leur chiffre d'affaires aux associations de leurs choix, tant que celles-ci font partie de 1% FTP. Dans ce cadre, Xymox s'est associé à Sea Shepherd, ONG de protection des océans. En 2010, la société a fait 1,5 million d'euros de chiffre d'affaires; elle a donc reversé 15.000 euros à l'association. Et si Xymox ne communique pas sur son appartenance à 1% FTP, le logo apparaît sur les factures, les devis, les mails... De cette façon, Stéphane Régis espère *"contribuer à la prise de conscience nécessaire de la protection de l'environnement de mes clients"*.

Le cas de Xymox est assez représentatif. Le partenariat se base uniquement sur un transfert d'argent de l'entreprise à l'association, mais l'engagement derrière est beaucoup plus fort. Il y a une véritable démarche de la part de l'entreprise; d'une part soutenir un projet que l'on a choisi et d'autre part montrer son engagement vis-à-vis d'une cause plus globale. Lamya Essemlali, présidente de Sea Shepherd France, diagnostique ainsi les relations: *"les partenariats ONG/entreprises, s'ils sont bénéfiques pour les ONG (source de financements) et*

pour les entreprises (bénéfice d'image), ne doivent pas devenir un pur argument marketing dénué de sens et de cohérence. La politique générale de l'entreprise doit s'orienter dans la même direction et doit montrer un intérêt réel à la cause qu'elle entend soutenir via le partenariat". Toujours selon l'enquête de l'Admical, le nombre de sociétés mécènes est passé de 23% en 2008 à 27% en 2010. Il existe donc une réelle demande de la part des entreprises.

"Travailler ensemble"

Même si les activités des deux parties sont différentes, il est préférable d'avoir des idéaux communs. Il est important que l'entreprise ait l'impression de s'engager sur un projet concret qui a un impact fort. *"Le dirigeant doit avoir la conviction profonde de faire quelque chose pour l'environnement sans attendre un retour sur investissement. Et aussi de vouloir s'engager sur le long terme"* détaille Stéphane Régis.

Même son de cloche du côté des ONG. *"Il faut une compréhension mutuelle et réciproque"* analyse Karine Meaux, responsable commercial de la vie associative à Coordination SUD. Pour Cyril Dion, chargé des partenariats pour l'ONG Colibris, *"on ne fait pas des partenariats avec n'importe qui. Il faut être en adéquation avec le projet"*.

Ensuite, pour qu'un partenariat fonctionne, il faut être prêt à faire des efforts. *"Le rythme d'une entreprise et celui d'une ONG sont différents. Il faut apprendre à travailler ensemble"* juge Karine Meaux. Selon Jérôme Auriac, *"un minimum de travail est indispensable pour développer une culture et une méthodologie commune. Plus la collaboration sera intense, meilleures seront les relations"*.

Enfin, les partenariats étant en augmentation, les entreprises sont donc de plus en plus sollicitées. *"Si les ONG financées ne font pas attention aux entreprises qui les financent, ces dernières seront tentées de verser à d'autres. La création d'un véritable échange doit permettre aux salariés des entreprises de comprendre ce que leur travail permet de faire grâce aux fonds reversés aux ONG. Bref, montrer tout ce qui permettra d'aller au-delà d'un simple chèque"* explique Stéphane Régis.

Pour finir, le maître-mot reste *communication*. Selon Jérôme Auriac, *"un suivi très régulier des impacts du projet est indispensable pour s'assurer en permanence qu'il délivre les résultats espérés pour l'entreprise, l'ONG et les bénéficiaires"*.

Le partenariat, finalement, est indispensable pour la plupart des petites ONG. Mais au-delà de la bonne conscience entrepreneuriale, ce sont les intentions et la volonté de chaque acteur dans leurs liens créés qui aboutissent à une véritable puissance partenariale.

7.1 La relation ONG / pouvoirs publics

Dans les dernières années, le partenariat entre les ONG de solidarité internationale et les pouvoirs publics s'est construit pour exprimer la complémentarité entre les différentes formes de coopération internationale et la reconnaissance de la valeur ajoutée de la coopération non-gouvernementale, dans toute la diversité de ses rôles :

- mise en œuvre de projets de développement et d'actions humanitaires d'urgence
- information et mobilisation des citoyens
- renforcement des sociétés civiles des pays du sud
- veille citoyenne et dialogue sur les politiques publiques
- plaidoyer dans les grands débats internationaux

A plusieurs reprises, les ONG ont formulé des propositions de rénovation, d'approfondissement et de clarification du partenariat ONG-pouvoirs publics au sein des instances paritaires existantes. De façon plus générale, les ONG ont également participé aux travaux de la conférence nationale de la vie associative sur ces mêmes thèmes et enjeux.

Cependant, force est de constater que le dialogue entre l'Etat et les associations de solidarité internationale est fait de beaucoup d'espoirs déçus, de discontinuités et de dissonances. A l'heure actuelle, les bases du partenariat Etat / ONG sont toujours instables et mal établies. Cette insécurité dans ces relations porte préjudice aux ONG françaises et à leurs partenaires des pays du sud. La coopération des acteurs humanitaires et des pouvoirs publics en France, face aux crises auxquelles le monde est confronté, n'est plus adaptée. Les modalités de ce partenariat sont dépassées. En effet, ce n'est pas seulement une question de moyens alloués à des projets humanitaires. Mais c'est également un problème de manque de coopération entre les acteurs qui interviennent.

Ce qui est aujourd'hui en jeu c'est la possibilité même d'un partenariat entre l'Etat et les ONG fondé sur le respect du caractère non-gouvernemental des ONG qui s'exprime par des partenariats avec des acteurs non-gouvernementaux des pays du sud. Les ONG françaises ne peuvent contribuer au renforcement des sociétés civiles du sud et jouer leur rôle dans la

popularisation de l'aide au développement auprès des concitoyens et d'influence dans les débats publics internationaux que dans la mesure où elles établissent des partenariats durables et qu'elles sont et restent des acteurs non gouvernementaux.

Or, l'évolution du dispositif public d'appui aux ONG et de ses outils tend à une instrumentalisation croissante des ONG comme opérateurs des politiques publiques, ce qui vide la coopération non gouvernementale de son sens. Les ONG comprennent mal, que contrairement à ses partenaires de l'OCDE, la France peine autant à concevoir sa politique de coopération autrement que d'Etat à Etat ou au niveau inter-étatique, alors que la reconnaissance de la contribution des ONG à l'efficacité de l'aide progresse au niveau national et international.

Cette situation se traduit négativement au niveau budgétaire. La coopération non-gouvernementale reste le parent pauvre de la coopération française. La France est le dernier pays de l'Union européenne et de l'OCDE pour la part de son APD transitant par les ONG. Il est essentiel que la France rattrape son retard en ce domaine, pour créer les conditions d'une coopération moderne basée sur le partenariat et l'équilibre entre appui aux politiques publiques des Etats partenaires et soutien aux initiatives des acteurs non-gouvernementaux. Enfin, les ONG sont constamment confrontées aux aléas budgétaires. Les crédits qui leur sont alloués servent régulièrement de variable d'ajustement. L'absence de visibilité des crédits aux ONG dans les lois de finance et de prévisibilité des crédits aux ONG, ainsi que les retards dans les décaissements, nuisent considérablement à la qualité de leurs actions et aux partenariats qu'elles mettent en place avec les acteurs du sud.

Les pouvoirs publics : Jeux de pouvoir

Pour eux, les ONG représentent à la fois des demandes de subventions, des concurrents ou partenaires, mais ils ont aussi un rôle d'alerte pour mobiliser et pousser à une prise de position ou au passage à l'action en tant que témoins objectifs et présents sur le terrain.

Les ONG ont le savoir et le temps nécessaires pour étudier et comprendre les causes des problèmes. Elles deviennent donc à l'occasion prescripteurs, tout en continuant à dépendre des subventions des organismes publics, à 50% en moyenne. Elles se retrouvent ainsi parfois en position, soit d'accepter un financement avec des conditions menant à une action inadaptée ou néfaste, soit de le refuser et de ne plus rien pouvoir faire.

Leur politique de dialogue et de communication avec les pouvoirs publics est donc complexe et s'adapte à chaque organe avec lequel elles interagissent. La tentation serait de tomber dans la surenchère sur les lieux de crise pour pousser aux subventions et à l'intervention.

8.1 La relation ONG / ECOSOC (Conseil Economique et Social des Nations Unies)

Le **Conseil économique et social des Nations unies** est un des six organes principaux de l'ONU. Il est placé sous l'égide de l'Assemblée générale des Nations unies et a un rôle consultatif concernant les questions de coopération économique et sociale internationale. Son rôle est d'examiner des questions dans les domaines économiques, social, culturel, éducatif, de santé publique, de développement durable, et tout autre domaine apparenté à ces derniers. Il entretient également des liens étroits avec les ONG_dans les domaines de sa compétence.

En 1996, le Conseil économique et social terminait une révision des dispositions relatives aux ONG. Cette révision a eu deux conséquences d'importance la mise à jour des dispositions de l'ONU relatives à la consultation avec les ONG, et une recommandation à l'effet que l'Assemblée générale de l'ONU examine la question de la participation des ONG à tous ses domaines d'activité (et non seulement dans le cadre de l'ECOSOC).

Cette partie du mémoire décrit brièvement le contexte de création partenariale avec les ONG. Il traite également de changements survenus depuis 1996, ainsi que les conditions requises répondant à une demande de candidature, ainsi que les principaux rôles de l'ECOSOC envers les ONG.

Le rôle des ONG aux travaux de l'ONU devinrent de plus en plus évidents. Les ONG prenaient graduellement le rôle de promoteurs de nouvelles idées, alertaient la communauté internationale au sujet des nouveaux enjeux et offraient des compétences et une expérience vitales dans les travaux de l'ONU, tant sur le plan politique qu'opérationnel. Les ONG devinrent plus présentes, plus actives et plus influentes sur la scène internationale, et plus directement engagées dans le processus de formulation des politiques intergouvernementales.

Les gouvernements ayant reconnu leur visibilité et leur influence, on en vint peu à peu à inviter les ONG à participer plus étroitement aux travaux de l'ONU sur le plan institutionnel, y compris à participer à des audiences, à des comités, à des rencontres et des dialogues avec les gouvernements, de même qu'à des séances de négociation informelles.

Des ONG nationales acquièrent une envergure internationale, contribuant ainsi à approfondir la portée du travail des ONG au sein de l'ONU. En outre, l'émergence d'ONG créées dans des pays en développement et leur participation active aux rencontres et conférences internationales firent en sorte que la présence même des ONG devint plus représentative des sociétés civiles de l'ensemble de la planète. Ces changements devinrent plus évidents encore pendant les conférences tenues par l'ONU pendant les années 1990.

Cette évolution, combinée à la contribution des ONG à la conférence des Nations Unies sur l'environnement et le développement de 1992, menèrent à la décision de réviser les dispositions de l'ONU relatives à la participation des ONG. La décision 1993/214 de février 1993 de l'ECOSOC établissait les paramètres et le mandat d'une « révision générale des dispositions actuelles relatives au rôle consultatif des ONG, en vue de les mettre à jour ». La révision eut lieu de février 1993 à juillet 1996, sous les auspices d'un groupe de travail formé d'États membres et dirigé d'abord par l'ambassadeur Jamsheed Marker (Pakistan), puis par l'ambassadeur Ahmad Kamal (Pakistan).

L'une des conséquences les plus précieuses de cette révision fut sa forte influence éducative sur les gouvernements participants, les ONG et les représentants officiels de l'ONU. Les délégués des gouvernements purent acquérir une expérience pratique intensive des relations avec les ONG, et se familiariser aussi bien avec les règles qu'avec les pratiques de l'ONU relatives aux ONG. Ils ont pris connaissance, entre autres, de l'utilisation croissante des communications électroniques par les ONG dans le cadre de leur travail de plaidoyer à l'échelle internationale, des diverses formes d'affiliation et de coopération existant entre les ONG, de même que des mécanismes et des processus de financement des ONG des pays en développement, afin qu'elles puissent participer aux conférences de l'ONU et à d'autres événements.

Le statut consultatif

L'article 17 de la Charte des Nations unies stipule que "le Conseil économique et social (ECOSOC) peut prendre toutes les dispositions utiles pour consulter les ONG qui s'occupent des questions relevant de ses compétences. Ces dispositions peuvent s'appliquer à des organisations internationales et, s'il y a lieu, à des organisations nationales, après consultation de l'État membre concerné".

Se sont ajoutées à cet article les mesures prises par l'ECOSOC, notamment la création, en 1968, d'un statut consultatif pour les ONG. Pour obtenir ce statut, les ONG doivent faire acte de candidature et répondre à certaines conditions :

- être qualifiées pour traiter des problèmes relevant de la compétence du Conseil économique et social ;
- avoir des objectifs conformes aux buts et principes de la Charte des Nations unies ;
- disposer d'une représentativité réelle dans leur champ d'activité propre ;
- présenter des garanties suffisantes de responsabilité et de représentativité du point de vue de leur structure et de leur organisation ;
- justifier d'une implantation internationale dans au moins trois pays différents ;
- être en mesure d'apporter une assistance effective aux travaux du Conseil.

Une révision du statut consultatif est en cours pour permettre une meilleure intégration des organisations non gouvernementales dans le travail quotidien des Nations-unies.

Les ONG sont réparties en trois catégories :

- les ONG internationales dont l'activité recouvre en grande partie le programme de l'ECOSOC ;
- les ONG possédant des compétences spécifiques entrant dans celles du Conseil ;
- les ONG dont la compétence peut permettre des contributions occasionnelles. Cette catégorie est appelée "la liste".

600 organisations internationales non-gouvernementales (OING) ou ONG à orientation internationale avaient obtenu, en 1992, ce statut consultatif, dont 201 (en 1990) sont regroupées au sein de la Conférence des ONG (Congo) ayant le statut consultatif auprès de l'ECOSOC.

Formellement, l'accréditation des ONG à l'ECOSOC devrait se limiter aux thèmes de travail et aux réunions de cet organe. Dans la pratique, les ONG ont également accès à l'Assemblée générale des Nations-unies et à ses commissions, où toutefois elles n'ont pas la possibilité de faire de déclarations orales ni écrites. Par ailleurs, bien que n'ayant pas de statut auprès du Conseil de sécurité, certains groupes spécialisés dans les droits de l'Homme travaillent en collaboration avec celui-ci sur des problèmes spécifiques.

Enfin, l'ECOSOC encourage les ONG à s'affilier directement aux agences spécialisées des Nations unies auquel leur domaine d'activité correspond.

Selon les agences, le statut des ONG est très différent : statut consultatif dont chaque agence fixe les conditions (ex. la FAO, l'Unesco, le BIT), ou statut d'observateur (ex. le Pnue, le HCR). Quant aux agences des Nations unies et à la Banque mondiale, qui n'ont pas élaboré de statut formel pour les ONG, elles les associent dans des comités de liaison, des groupes de travail ou des réunions de concertation. Ce statut a permis d'améliorer la collaboration des associations internationales avec les institutions des Nations unies.

9.1 La relation entre associations ; ONG non-spécialisées et spécialisées

La coopération entre organisations devient de plus en plus nécessaire, non seulement entre celles spécialisées sur les TIC (technologies de l'information et de la communication) elles-mêmes, mais également entre celles qui ne le sont pas. Aujourd'hui, en matière de lobbying et de négociations, les ONG non spécialisées sont souvent plus armées et présentes, les autres ayant une moindre expérience sur le terrain.

De plus, les organisations non spécialisées mettent en place de plus en plus d'activités sur les TIC. Or, les organisations spécialisées ont des compétences techniques qui font leur originalité. De ce fait, c'est le lieu de souhaiter une meilleure coopération entre ces deux types d'organisations, en particulier au niveau national, afin que les potentialités respectives soient mises, de façon concertée, au service du changement social.

D'ailleurs, les TIC ne peuvent avoir une réelle pertinence que lorsqu'elles servent d'appui à la résolution des problèmes de développement auxquels sont confrontées quotidiennement les populations africaines. La question de la coopération entre organisations spécialisées est également très importante. Elles peuvent être considérées comme un groupe relativement homogène, avec des problèmes propres, liés à la technique, au lobbying, aux politiques de promotion des TIC, aux relations avec les opérateurs privés, l'Etat, et les partenaires extérieurs, etc....

L'AG-MGF, de part son principal objectif qui est de fédérer toutes associations humanitaires luttant contre les excisions féminines, a la volonté de collaborer avec d'autres ONG pour s'entraider, et ainsi accélérer le taux d'éradication des MGF dans le monde entier.

En effet, elle s'est récemment entretenue avec UNANGO, une ONG basée en plein cœur du campus des Nations Unies à Genève, qui offre une multitude de services pour aider au maximum des jeunes ONG humanitaires à se développer. Ce type de partenariat pourrait aboutir à un résultat conséquent, et avoir des répercussions positives en termes de visibilité de

l'ONG. Cette coopération entre associations peut être un point de départ pour s'implanter dans un « marché humanitaire » qui devient de plus en plus concurrentiel.

CONCLUSION

A travers ce mémoire, nous venons de rendre compte du rôle important de la communication au sein d'une ONG, qui l'utilise activement dans l'élaboration d'une stratégie de développement.

Désormais, les ONG humanitaires ont bien compris la nécessité de développer leurs outils de communication pour faire face aux différentes cibles et objectifs qu'elles visent, à la multiplicité de leurs zones d'actions et aux enjeux de leur activité. Nous l'aurons aperçu, aujourd'hui, la survie d'une ONG fait appel à un financement constant où la mise en place d'une stratégie de communication devient essentielle pour attirer des fonds. Ce travail de communication s'articule autour d'un professionnalisme de la part des associations humanitaires qui agissent de plus en plus comme de véritables entreprises pour mener à bien leurs différents programmes.

Depuis la fin des années 1990, nous avons assisté à une montée en puissance des ONG. Ces dernières peuvent disposer de plus en plus de compétences techniques, qui les rendent crédibles et qui leur permettent d'être consultées et écoutées lors des grandes réunions internationales.

Ainsi, des grandes entreprises privées ont commencé à pointer le bout de leur nez, en signant des partenariats avec des ONG pour acquérir une vision plus globale de l'environnement mondialisé, et ainsi disposer de compétences pouvant les aider à mieux percevoir les attentes des consommateurs et des marchés. La collecte de fond ou fundraising reste l'activité indispensable pour qu'une ONG obtienne suffisamment de ressources financières.

Dès lors, les acteurs humanitaires doivent acquérir des aptitudes utiles, leur permettant de connaître les méthodes, les outils et les techniques de financement, en développant une campagne de fundraising dans le but d'entretenir une relation avec un partenaire financier.

C'est à ce moment là qu'intervient la communication, comme élément essentiel d'activité d'une ONG, dans le but d'aboutir à une négociation positive entre différents acteurs. Cette stratégie de communication présente plusieurs objectifs qui sont essentiels dans la mise en place des projets et des programmes humanitaires.

Dans un premier temps, l'objectif capital de la communication est d'assurer le financement de l'association et de ses missions. C'est ainsi qu'apparaît la collecte de fond ; la

principale activité des départements marketing et communication. Les fonds collectés par une ONG serviront à couvrir les frais de structure, les actions entreprises et les investissements relatifs à la prochaine collecte. Pour la plupart des associations, la collecte de fonds privés est vitale en ce sens qu'elle garantit leur indépendance financière vis à vis des bailleurs de fonds publics.

Cette communication a également pour but de mobiliser différents acteurs pouvant avoir un rôle majeur dans le développement d'une association humanitaire. Cette communication « mobilisatrice » consiste à motiver les différentes ressources humaines de l'ONG. Différents types d'engagements exigent autant d'actions spécifiques selon que l'on s'adresse aux sympathisants, aux adhérents, aux bénévoles ou aux salariés et volontaires.

De plus, une ONG élabore sa manœuvre de communication en vue d'informer un large public. La prise de conscience précède tout engagement, cette fonction revêt une importance croissante depuis qu'il est fait appel au grand public pour financer les associations. Les méthodes d'information et de sensibilisation sont classiques. Il s'agit de l'organisation de campagnes de presse, de séries de conférences et d'émissions, des spots radio ou télévision, des remises de rapports aux pouvoirs publics, mais aussi l'impression de tracts, la diffusion du journal de l'association.

Un des derniers objectifs à atteindre par l'entremise de la communication fait référence à une promotion de l'ONG. En effet, pour exister et s'affirmer notamment face à ses concurrents, l'association doit assurer sa propre promotion: il est nécessaire de se faire connaître auprès du grand public, mais aussi des institutionnels, de se positionner par rapport à une cause, d'afficher ses particularités, ses principes, voire sa méthodologie.

En conséquence, les ONG doivent aujourd'hui répondre encore plus professionnellement que par le passé. Certaines organisations humanitaires se tournent désormais vers des candidats qui présentent des connaissances professionnelles dans différents secteurs. Il est devenu impératif, au moins pour des ONG de taille moyenne, de présenter une expérience professionnelle avant de postuler.

Afin de répondre à ce besoin de professionnalisation, de plus en plus d'universités et écoles mettent en place des formations spécifiques aux ONG, en plus des formations

existantes (cursus d'une ou plusieurs années dans des écoles dédiées, telles que Bioforce à Lyon ou encore l'IFAID (Institut de Formation et d'Appui aux Initiatives de Développement), à Bordeaux, ou encore le cursus proposé par l'université de Savoie ; analyse de crises et action humanitaire, un master qui porte sur l'étude des acteurs, des enjeux et des problématiques de l'action humanitaire, la recherche de financements et l'administration d'une mission.

Nous l'avons donc compris, il est difficile pour une jeune ONG de se développer par le seul biais de ses fonds propres. Cette approche de développement qui s'articule autour d'une communication doit être parfaitement élaborée pour répondre à leur problématique externe, qui est d'assurer une couverture médiatique efficace, pour toucher autant l'opinion publique que les autorités.

Reprenons un instant ce chapitre qui souligne la relation entre une stratégie de communication d'une ONG et l'influence des médias modernes dans une société d'information. Nous avons constaté que l'internationalisation et la multiplication des médias ont entraîné une fragmentation de l'audience et une accélération de la vitesse de réaction dans la couverture médiatique.

Les ONG réagissent en utilisant de plus en plus souvent une communication de crise plutôt qu'informative ou institutionnelle et se retrouvent devant la difficulté d'adresser leurs messages à l'ensemble de leur cible. Celles qui sont internationales doivent aussi veiller à cloisonner leur sphère de communication.

Cette situation pose un problème car il ne suffit plus de s'assurer de passer au 20heures, mais de mettre en place son propre service de presse et d'assurer une cohérence de l'information. Parallèlement, elle ouvre de nouvelles perspectives d'information par le témoignage direct des victimes, mais surtout en stratégie de "marque" et promotion des événements. D'autant plus si l'on tient compte de la bienveillance particulière dont jouissent les ONG dans les médias : en effet, ces dernières peuvent se montrer sur des plateaux de télévision avec des tee-shirts floqués du logo de l'association sans brouillage de l'image, le CSA n'interviendra pas pour publicité déguisée.

Aujourd'hui, la présence des ONG dans les crises internationales est, sans le moindre doute, fondamentale. Elles sont indéniablement devenues des acteurs incontournables dans la résolution de conflits et de situations de crises.

Ce dont les jeunes ONG ont besoin, c'est un changement radical dans leurs moyens, car leurs objectifs, et projets deviennent de plus en plus larges. Il est essentiel que toutes les ONG humanitaires puissantes se concertent et analysent leurs propres stratégies et qu'elles évaluent leurs plans d'actions. L'AG-MGF donne le bon exemple en tentant de devenir la plate-forme mondiale, qui réunira sans aucune compétition, les informations et les avancées au sujet des mutilations génitales féminines. Aujourd'hui, beaucoup trop de petites ONG travaillent dans l'ombre, sans aucun soutien, et peinent à réaliser leurs projets.

Dans ce cas, il est essentiel que ces dernières décident de coopérer pour avancer ensemble dans l'éradication d'un fléau. Par ailleurs, leurs relations avec différents partenariats, du secteur privé ou public, doivent s'intensifier pour contribuer à améliorer la visibilité et le développement d'une ONG.

En résumé, cela doit consister en un changement financier, sans l'utilisation excessive de l'image, afin de susciter l'intérêt du public et mobiliser leur générosité. Pour ma part, cette démarche de se faire connaître et de se figer sur le marché humanitaire à travers des images de victimes innocentes, doit néanmoins être changée.

En effet, la professionnalisation de ces ONG qui agissent de plus en plus comme de véritables entreprises pour survivre dans le marché humanitaire, a une incidence négative sur la dimension morale des associations.

A l'heure actuelle, les ONG sont contraintes d'adopter une politique se rapprochant plus d'une organisation à but lucratif et ce afin de rester viable. En effet, leurs besoins en financement ne leur permettent pas de rester passives dans un « marché » de l'ONG devenant de plus en plus compétitif. Ce phénomène engendre une critique vive de la part de certains, qui doutent de l'irréprochabilité et de la transparence de certaines associations. Par ailleurs, cette « surmédiation » de la pauvreté choque de moins en moins le public et les répercussions en termes de don s'amointrissent.

Dès lors, je pense qu'une innovante stratégie de communication doit être élaborée par ces associations humanitaires, pour d'une part faire face à ces mentalités et d'autre part, regagner la confiance de l'opinion publique. Dans cette optique, il me semblerait nécessaire de revoir les objectifs de communication et tenter de se détacher du comportement « entrepreneuriale », en insistant probablement sur la dimension morale de leurs programmes.

BIBLIOGRAPHIE

➤ Ouvrages

BACKMANN René, Les médias et l'humanitaire, Ethique de l'information et - charité spectacle, éditions Economica, Paris, 1996, 150p.

BRAUMAN Rony, L'action humanitaire, éditions Flammarion, Evreux, 1995, 120p.

DAUVIN Pascal, La communication des ONG humanitaires, un livre collectif avec la participation de **LAGRAVE** Jean-Baptiste, **FINKELSTEIN** Isabelle, **VACCARO** Antoine, **AYAD** Christophe, éditions Harmattan, Paris, 2010.

DUPONT, Les enjeux d'internet dans la communication des associations, 6 à 11p.

LECHERVY Christian et **RYFMAN** Philippe, Action humanitaire et solidarité internationale : les ONG, éditions Hatier, Paris, 79p.

MARLIN Isabelle, Le Mécénat humanitaire : un outil de communication pour l'entreprise, Paris, 1992, 45p.

➤ Revues

ADAMS Barbara, Relations des ONG avec les Nations Unies, publiée par le Service de liaison non gouvernementale des Nations Unies (SLNG), New-York, 2006.

BUGNON Fabienne, Les premiers succès du combat contre l'excision, publiée par l'Office des droits humains, Genève, février 2010, n°60.

FOUGIER Eddy, Les relations ONG-Entreprises : bilan et perspectives, publiée par l'Institut de l'entreprise, Avril 2005.

ROUBA Naaman, Des relations constructives, publiée par Novethic, Paris, 2009.

RUFFIN Christophe, Les ONG au cœur de la mondialisation, Nouveaux Mondes, Revue trimestrielle publiée par le Centre de Recherches Entreprises et Sociétés (CRES), n°14, 2005, 129p.

VACCARO Antoine, Le financement des ONG humanitaires, Revues françaises des finances publiques, n°52, 2001, 128p.

➤ Etudes

ATLANI DUAULT Laëtitia Les ONG: Médiation, Politiques, Globalisations, 165. CHRONIQUES, 2003

www.horizon.documentation.ird.fr/exl-doc/pleins_textes/

Coordination SUD, Entreprises et ONG de solidarité internationale – Quels partenariats pour quels objectifs

<http://www.coordinationsud.org/document-ressource>

DUPONT Stéphanie, Préambule sur l’histoire de l’humanitaire moderne

Les composantes du marché du don

www.stephaniedupont.3free.fr

Centre d’Etude et de recherche sur la philanthropie, La générosité des français, 13ème édition, union pour la générosité, Paris, 2008

www.cerphi.org

Organisation Mondiale de la Santé, étude des Mutilations génitales féminines.

Rapport du secrétariat général au 122e Conseil exécutif de l’OMS, 2008

http://www.who.int/topics/female_genital_mutilation/fr/

UNICEF, Rapport du Fonds des Nations Unies pour l’enfance intitulé Female Genital Mutilation/Cutting: A Statistical Exploration 2005, New York, 2005

http://www.unicef.org/french/protection/files/FGM_french.pdf

IAC annual report, Rapport de l'Inter African Committee, "Violence against Women" and "Maternal Mortality, 2009

www.iac-ciaf.net/index.php

➤ Articles

DELHOMMAIS Pierre, La gestion des dons de plus en plus professionnalisée, Le Monde, 18 Janvier, 2005

www.lemonde.fr

FAO Faculté d'Avis Officielle, Le département des institutions service pour la promotion de l'égalité entre homme et femme, Journée Internationale : Tolérance zéro à l'égard des MGF, n°16, 8 Février 2008

<http://www.ge.ch/fao/2008/doc/20080208.pdf>

MICHELETTI Pierre, Solidarité avec les ONG, Libération, 11 Janvier 2005

www.liberation.fr

JEZEGABEL Marc, Le séisme de l'Info, Télérama n°2870, 12 janvier, 2005

www.telerama.fr

ANNEXES

Exemples de lettres envoyées à quelques donateurs :

Cher Monsieur Zingg,

L'Alliance Globale contre les Mutilations génitales féminines (AG-MGF) est une initiative Canadienne, allemande, française et libanaise basée en Suisse et créée en 2010. L'AG-MGF est une organisation à but non lucratif. Elle a pour objectif, par l'entremise de stratégies de communication innovantes de fédérer toutes les ONG, associations, structures et programmes des Nations Unies actifs sur le terrain dans l'éradication des MGF.

En effet, les mutilations sexuelles et rituelles font 3 à 4 millions de victimes chaque année, principalement en Afrique et dans les pays de grandes migrations. La Suisse ne fait pas exception. Sur 12,000 femmes venant des pays concernés et vivant en Suisse, 7,000 ont été mutilées. Source : UNICEF Suisse, 2005. Notre bureau basé à Genève, travaille en étroite collaboration avec le Département de la santé maternelle et infantile de l'Organisation mondiale de la santé.

Les projets de l'Alliance Globale contre les Mutilations génitales féminines mettent l'accent sur la communication, l'éducation, la culture, les arts et le partage du savoir, afin d'établir des ponts académiques et culturels entre les pays concernés par ces traditions et les pays de grandes migrations qui en sont affectés.

Les projets de l'Alliance Globale contre les MGF

- Mise en ligne du premier portail et centre d'information mondial sur les MGF
- Organisation d'une conférence annuelle et tournante sur les MGF en complément de l'Assemblée mondiale de la santé, à Genève puis les pays concernés
- Création de la toute première Chaire universitaire sur les MGF et autres violences traditionnelles faites contre les femmes
- Mise sur pied d'unités mobiles d'hygiène, de traitement médical et psychologique sur le terrain et création du premier hôpital « du cœur et de l'âme » traitant les traumatismes liés aux mutilations sexuelles
- Education et formation spéciale des psychologues, gynécologues, obstétriciens, pédiatres et travailleurs de la santé à la question des MGF (Avec le soutien de l'Université de Genève)
- Mise en place d'équipes mobiles de prévention de la violence (« HealthPeace Patrols ») et de surveillance sur le terrain.
- **Organisation de campagnes de communication destinées à sensibiliser les hommes par l'entremise de la musique et les Arts.**

Les Ambassadeurs de bonne volonté de l'Alliance Globale contre les MGF:

La commandante Christine de St Genois, de Grand Breucq, activiste et humanitaire française luttant pour les droits des femmes et des enfants, Docteur en droit américain et faite Chevalier

de la Légion d'Honneur pour sa contribution inestimable à l'aéronautique et la cause des femmes. Responsable du plaidoyer auprès des instances onusiennes et sociales. Jasper van't Hof, célèbre jazzman hollandais, consacré meilleur claviériste d'Europe. Van't Hof a joué avec les plus grands : Jan Gabarek, Charlie Mariano, Philip Catherine et le légendaire Keith Jarrett. Jasper van't Hof est responsable de la sensibilisation des hommes de toutes les cultures à travers les Arts et la musique. Jasper van't Hof est venu le 9 avril 2011 dans le Pays de Gex, à Versonnex, pour donner le tout premier concert de bienfaisance en faveur de l'Alliance Globale. Les prochains événements culturels devraient avoir lieu en décembre 2011 avec l'orchestre symphonique des Nations-Unies et en janvier 2012 avec son groupe de Jazz euro-africain Pili Pili

Prioritairement, nous serions heureux de vous compter parmi nos partenaires et/ou sponsor, notamment concernant nos événements de bienfaisance, couplés à des campagnes globales de sensibilisation. Le prochain événement aura lieu à la mi-décembre 2011 au Palais des Nations. Notre artiste et Ambassadeur de bonne volonté Jasper van't Hof, égérie masculine de la cause, participera à cette occasion à un événement à la fois caritatif, musical et culturel avec l'Orchestre symphonique des Nations-Unies. Le concert de bienfaisance aura lieu dans la salle des Assemblées. Monsieur van't Hof dont la réputation est internationale, est le seul artiste homme à s'être engagé officiellement dans la cause des mutilations sexuelles féminines afin d'aider l'Alliance à financer ses activités.

Un événement conjoint, impliquant les Centres de Luxe L Raphael et la Fondation Julius Baer auraient un impact médiatique inégalé, en termes d'image et crédibilité pour l'Alliance Globale contre les MGF en plus d'augmenter la notoriété de la Fondation Julius Baer dans les cercles humanitaires et médicaux.

Nous serions honorés de faire partie de la Fondation Julius Baer afin de rendre également hommage aux bienfaiteurs et mécènes Suisses, impliqués traditionnellement dans les causes humanitaires les plus sensibles, notamment les banques privées.

L'Alliance Globale contre les MGF désire lancer des campagnes de sensibilisation éthiques et positives ne montrant que la beauté et la santé des femmes, un axe de communication innovant, qui a incité Madame Ronit Raphael, Présidente des Centres de beauté de Luxe L Raphael à Genève, à faire partie d'une campagne éthique et conjointe de communication, traitant la maltraitance des petites filles et des femmes en Suisse et dans le monde.

Une association tripartite L Raphael, Fondation Julius Baer donnerait la notoriété et la crédibilité nécessaires à l'Alliance Globale pour financer ses autres projets à long terme (tels que la Chaire universitaire, un hôpital du cœur et l'âme, les unités mobiles de prévention, une conférence annuelle, l'éducation et la formation des médecins et psychologues en matière de MGF) en plus de l'ancrer dans les compétences qui caractérisent Genève : l'humanitaire, le luxe et les banques privées suisses.

Nous serions heureux, Monsieur Zingg, de nous déplacer à Zurich afin de vous présenter notre équipe, nos projets, nos budgets détaillés.

Cordialement,

Roth Guillaume

Dear Mr.

The *Global Alliance against Female Genital Mutilation* is a joint Canadian, German, French and Lebanese initiative founded in November 2010. The GA-FGM is aiming, through innovating communication strategies, to create an added value to twenty-five years of expertise in the eradication of Female Genital Mutilation (FGM).

We are the founders of a young NGO based in Geneva trying to create the most powerful international movement for the total eradication of sexual mutilation.

The lack of updated data about FGM led us to conceive a portal designed to federate all structures acting in the eradication of FGM in order to share their winning strategies and results. This portal has been programmed to create a global communication platform, accessible to all, without competition. Moreover, the first ever FGM mapping tool will be created in addition to the portal. Our core business is dedicated to the acceleration of FGM abandonment around the world.

The Global Alliance has identified the urgent need for men and women to unite. This is why, the Alliance is officially supported by two Goodwill Ambassadors of opposite gender. We truly believe that FGM eradication should be supported by women and men of all cultures. Captain Christine de St Genois de Grand Breucq French pioneer in commercial aviation, made Knight of the Legion of Honour due to her exceptional contribution to aeronautics and Women's Rights and famous Dutch Jazz musician Jasper van't Hof, both accepted this very challenging task.

The Global Alliance against FGM has, also, identified five other innovating strategies that will help accelerate the eradication of FGM if adequately supported:

- An annual rotating conference in concerned countries
- A global advocacy campaign focusing on the Key role of Men
- A special training for medical doctors and psychologists
- Mobile-medical and mental-health recovery units for victims
- A first University Chair on FGM and other harmful traditions

We have decided to contact you because Scandinavian countries have been successfully acting in the eradication of FGM for a long time. Your country has done considerable efforts to pursue this noble goal. It encourages us to help decrease as much as we can the amount of victims with innovating projects.

By gathering for the very first time in our mapping tool, all associations and NGOs dealing with the FGM, we want to create strategic alliances across the world.

We are in the process of programming the first FGM portal in order to start the Global Mapping: who, does, what, when, how, where and their allocated budgets. If you would be so kind to provide us with a list of NGOs acting in the eradication of FGM in Finland and in concerned countries, we would really appreciate.

We would also need to know all related programs pertaining to the eradication of FGM and if possible their decision-makers, in order to liaise adequately with your structure.

Sincerely,

Guillaume Roth

Exemples de travaux de recherche sur le Mapping Tool :

Dignité Féminine est une ONG qui œuvre pour la sauvegarde de la dignité de la femme sur les plans économique, social, culturel et politique.

Date de création : 1994

Localisation et coordonnées : COTONOU, Bénin

Carré 2166 Ménontin - Tronçon Stade de l'Amitié Carrefour Godomey 03 B.P. 2893

Tél : (229) 21 38 12 56 Cellulaire : 95 45 32 24 - 90 92 68 75

E-mail : ong@dignitefeminine.org

journal@dignitefeminine.org

Directeur : Mme Honorine H. ATTIKPA

Objectifs: Encourager la création de groupes féminins, d'initiatives locales de développement. L'ONG souhaite également éduquer les femmes et jeunes filles pour que celles-ci soient plus impliquées dans la vie quotidienne.

-Initier et promouvoir des projets de développement visant l'intégration socio-économique, des femmes et des jeunes filles.

-Aider les femmes à prendre en charge la résolution de leurs problèmes pour un véritable auto-développement conduisant à leur épanouissement et au bien-être social.

-Lutter contre toute pratique avilissante pour la femme.

-Organiser des séances de sensibilisation, d'éducation pour les droits et devoirs de la femme, des cours d'alphabétisation, de puériculture, de gestion au profit des femmes et des jeunes filles afin de préparer ces dernières à être des mères exemplaires.

-Aider les jeunes filles apprenties qui ont des difficultés au cours de leur apprentissage ou qui, une fois libérées, ont des problèmes pour s'installer à leur propre compte.

-Participer activement à toute œuvre visant à garantir un environnement sain et à promouvoir le bien-être sanitaire de la femme et de l'enfant.

Actions menées: En effet, l'ONG mène d'une part des actions dans l'éducation mais également concernant la Santé, elle élabore des projets de lutte sur les infections sexuellement transmissibles, le VIH/Sida, le cancer du sein et du col de l'utérus, et sur les inconvénients d'une vie sexuelle et de reproduction désordonnée. Par ailleurs, des activités ont été menées concernant les droits et devoirs de la femme. On peut noter plusieurs activités pour promouvoir et défendre les droits de la femme. Dignité Féminine coordonne aussi les activités d'autres ONG. De ce fait, elle a acquis des expériences indéniables dans la coordination de programmes et la mise en œuvre de projets menées par plusieurs structures et associations humanitaires. La presse est devenu pour Dignité Féminines un atout indispensable de communication pour le rayonnement des peuples et donc des femmes. A savoir que le premier magazine créé par Dignité Féminine est intitulé Espace Femme Plus. Dignité femme intervient dans nombreuses activités et dans tous les départements du Bénin.

Résultats : Grâce à Dignité Féminine ONG, **la lutte contre l'excision** a pris une allure plus satisfaisante avec la remise des couteaux par les exciseuses. Ce fut un évènement inédit au Bénin, voire en Afrique, largement relayé par la presse mondiale.

Partenaires : Il existe plusieurs partenaires qui appuient quotidiennement la mission de l'ONG, notamment la Banque mondiale (à travers le ministère de la santé), l'Ambassade américaine du Bénin, les Associations locales des femmes, ainsi que les marchés secondaires de Cotonou et autres marchés du Bénin.

CNLPE, le Comité National de Lutte contre la pratique de l'Excision est une ONG qui s'oriente dans la recherche à travers des études thématiques pour accroître les données socioculturelles et anthropologiques au sujet de l'excision en tenant compte des spécificités de chaque région.

Date de création : 1990, l'excision demeure au Burkina la pratique la plus ancrée et la plus cruelle du fait des conséquences néfastes qu'elle engendre. L'ampleur du problème a amené le Gouvernement à créer en 1990 un Comité National de Lutte contre la Pratique de l'Excision.

Localisation et coordonnées : OUAGADOUGOU, Burkina Faso.

Secrétariat permanent du CNLPE

01 BP 515

Tel : (226) 50 30 79 15

Numéro vert: 80 00 11 12

Mail : cnlpe@fasonet.bf **Site** <http://www.sp-cnlpe.gov.bf/>

Directeur : Soré NANTENE

Objectifs: Renforcer les actions de recherche à travers des études thématiques pour accroître quantitativement et qualitativement les données socioculturelles et anthropologiques sur la pratique de l'excision en tenant compte des spécificités régionales.

Faire des rencontres pour des efforts transfrontaliers avec les pays voisins ; l'association a ainsi un projet de réunir les premières dames des pays comme le Niger ou le Mali, qui participent à la perpétuation de l'excision.

Actions menées: Ce comité a initié et mis en œuvre un programme national de lutte mettant l'accent sur la sensibilisation et une série de stratégies et d'activités visant à faire baisser le taux d'excision sur l'ensemble du territoire burkinabé. Le CNLPE organise et réalise aussi des activités d'information, d'éducation et de communication qui permettent de toucher un large public. Parallèlement à ces activités, des patrouilles de sensibilisation ainsi que des séminaires et ateliers sur l'excision ont été mis en place.

Résultats: Plus de six millions de Burkinabés ont eu accès à une des sensibilisations organisées par le CNLPE. De plus, le comité a mis en place une ligne téléphonique dont l'objectif est de maintenir un contact permanent avec les populations, ainsi qu'un site internet qui lui permet de diffuser les données collectées. Un centre de documentation est également à la disposition des usagers, de même qu'un centre de recherche sur les violences, les droits des femmes et des enfants, ainsi qu'une base de données bibliographiques, plus spécifiquement sur les pratiques traditionnelles néfastes et les mutilations génitales féminines. Le résultat en chiffre : alors que le taux de prévalence de l'excision était de 55,3% pour les enfants nés en 1988, il n'est plus que de 5% pour les enfants nés en 2002. Aujourd'hui ce chiffre est de 3%. En 2008, le *CNLPE* affirme que 81% de la population burkinabé est consciente des conséquences d'une excision.

Partenaires : [UNICEF](#), [Coopération des Pays-Bas](#), [Inter-Africain Committee \(IAC\)](#), [GTZ](#), [CECI/Droit et Citoyenneté des Femmes en Afrique Francophone](#), [OMS](#), Etat burkinabé (pour les frais de fonctionnement).

Ye Ethiopie Goji Limadawi Dirgitoch Aswogaj Mahiber (EGLDAM) est une ONG qui entreprend des activités visant à éradiquer tout type de fléau sexuel en Ethiopie. Elle œuvre dans toutes les régions du pays.

Date de création : 1987

Localisation et coordonnées : WOREDA, Ethiopie

P.O.Box: 12629

Tel: 251-11-662-4502/011-618-32 82 Fax: 251-11-662-4502/011-618-32 82

Email: nctpe@ethionet www.nctpe_fgm.net

Directeur : Gudunffa ABATE.

Objectifs: Promouvoir et encourager les pratiques traditionnelles ayant un impact positif sur la santé physique et mentale des femmes et des enfants en particulier. Et surtout repousser et éliminer de manière définitive les pratiques traditionnelles néfastes telles que les mutilations génitales féminines, le mariage précoce, le mariage par enlèvement, l'extraction des dents de lait et de la peau. Son but ultime est de contribuer à l'amélioration de l'état de santé et à la qualité de vie de la population en sensibilisant le public sur les effets négatifs de certaines pratiques ancestrales. L'ONG souhaite développer des projets et programmes d'intervention en continue qui pourraient conduire à sensibiliser la société du pays (éducation, formation, distribution de publication sur les MGF...). Par ailleurs, elle fait tout dans son possible pour avoir un soutien politique et exécutif du gouvernement et ainsi renforcer ses capacités à tous les niveaux.

Actions menées: EGLDAM s'efforce donc de remplir sa mission en lançant des campagnes d'information et d'éducation pour sensibiliser les victimes. L'ONG souhaite créer une société dans laquelle les enfants et les femmes d'Ethiopie peuvent profiter pleinement de leurs droits et vivre à l'abri des influences traditionnelles qui sont préjudiciables à leur santé physique et morale. Selon le directeur exécutif, cette amélioration contribuerait ainsi au développement national de la nation.

Résultats : La discussion au sujet des MGF est désormais possible, alors qu'avant la création de l'ONG c'était une question taboue. Les MGF sont désormais un sujet traité par le gouvernement et par le peuple lors de meeting ou conférences. Les leader religieux commencent à condamner les pratiques. De plus en plus de communautés et de jeunes s'opposent activement aux pratiques MGF.

Partenaires : Save the Children Norway, FNUAP, les Communautés européennes (CE), Inter-African Committee (IAC), la Norwegian Church Aid (NCA), et la Norwegian Agency For Development Cooperation (NORAD).

L'ONG GAMCOTRAP, Comité Gambien pour les Pratiques Traditionnelles est une ONG qui travaille pour l'autonomisation des femmes et des petites filles, en lien avec les FMG et autres pratiques néfastes qui affectent la vie et les conditions de vie des femmes et des petites filles en Gambie.

Date de création : Février 1984, lors du Séminaire international des pratiques traditionnelles affectant la santé des femmes et des enfants organisé par l'OMS à Dakar, au Sénégal.

Localisation et coordonnées : BAKAU NEWTON, Gambie.

Plot no.41

Kanifing Institutional Area, Serekunda

P.O Box 2990

Telephone: +220 439 95 69

Fax: +220 439 95 68 *Mobile Phone Number:* +220 9813325 / +220 9957592 / +220 9926038 / +220 3953108 / +220 7675618 / +220 7300629

<http://www.gamcotrap.gm>

Directeurs : Isatou TOURAY et Amie BOJANG SISSOHO

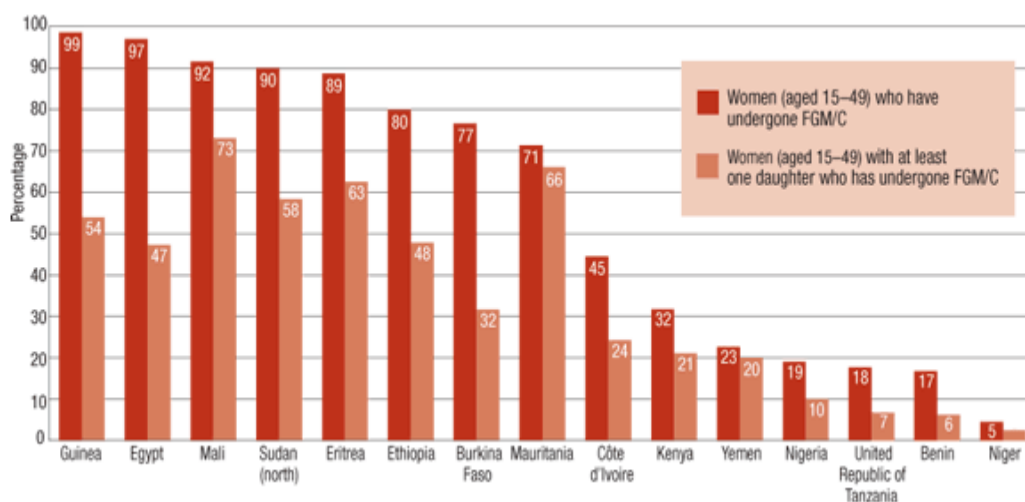
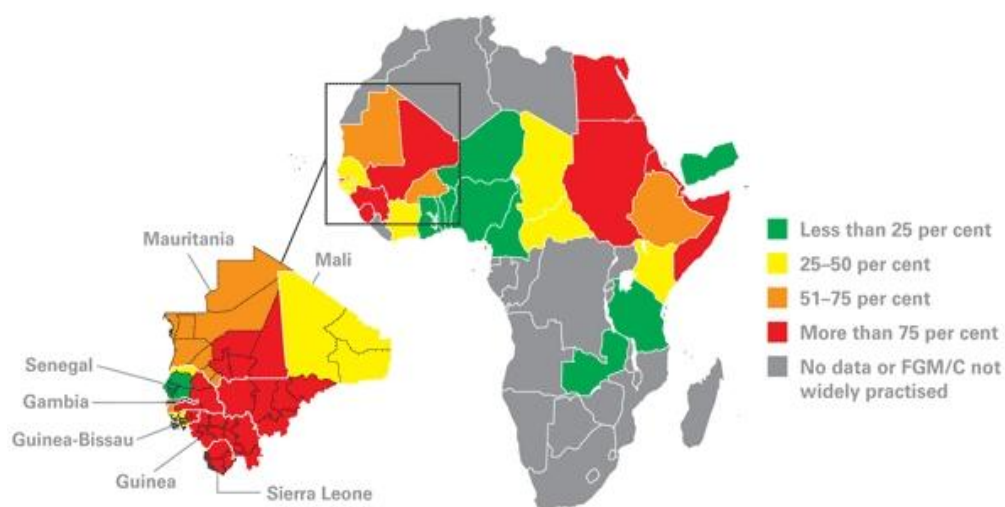
Objectifs: Elaborer des recherches concernant les pratiques ancestrales qui affectent la santé de la femme. Encourager et promouvoir l'Education des femmes et des enfants à tous niveaux. Sensibiliser les leaders religieux et chefs de tribus aux pratiques néfastes ayant une incidence sur le bien être physique et mental des femmes et des petites filles. Solliciter des fonds pour pouvoir mener à bien les différents projets de l'association. Influencer les politiques dans la promotion et la protection de femmes et enfants. Veiller à ce que leurs droits humains soient respectés. Emanciper au maximum les actions de la femme (participation, vote, opposition). Tenter d'ouvrir des discussions sur les secrets jalousement gardés des MGF.

Actions menées : L'association continue de fournir des informations et sensibilise les communautés et les organismes professionnels à travers le plaidoyer, la formation de campagnes d'information, de sensibilisation et de mobilisation sociale.

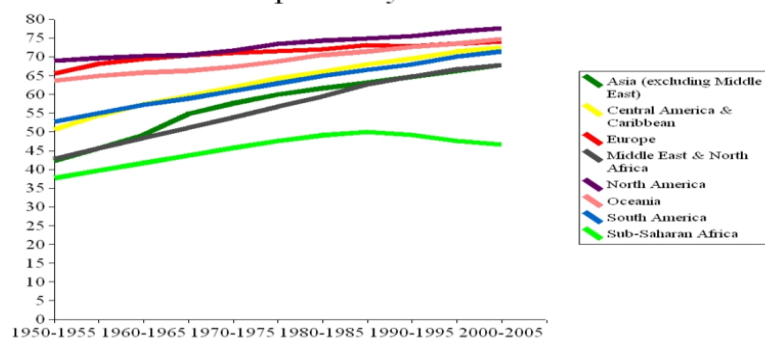
Résultats : Les années de lutte de GAMCOTRAP et ses innombrables efforts ont beaucoup contribué au développement des femmes et des filles en Gambie et a amené plus de 100 exciseuses à publiquement déposer leurs couteaux et à abandonner la pratique des MGF.

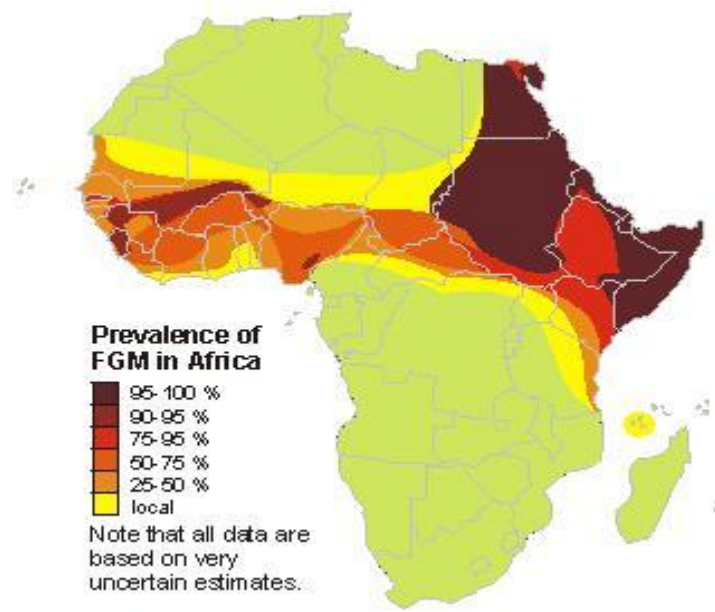
Partenaires : Inter African Committee (IAC) · Save the Children – Sweden, Equality Now / Urgent Action Fund, African Women Development Fund, UNFPA, UNICEF, AMERICAN Embassy, British High Commission, Global Fund for Women, World Health Organization, German Embassy, POND FOUNDATION; UNIFEM, Child Protection Alliance, OSIWA (Open Society Initiative West Africa), SOS for Women's Affairs

Quelques graphiques qui illustrent la situation catastrophique des MGF :



Life expectancy 1950-2005





Quelques outils consacrés aux MGF :

